

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



MINISTRE DU BUDGET

Document n°5

# **ANNEXE EXPLICATIVE DES PREVISIONS DES DEPENSES DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2026**

Kinshasa, Septembre 2025

## ANNEXE EXPLICATIVE DES PREVISIONS DES DEPENSES DU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'EXERCICE 2026

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
<b>10</b>	<b>PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE</b>	<b>864 634 125 836</b>	<b>1 184 346 435 102</b>	<b>1 499 144 154 234</b>	
	Contrepartie des Projets	45 600 000 000		15 300 000 000	Projet grand Inga
	Fonctionnement des Institutions	392 318 342 071	850 787 468 907	1 013 046 439 623	Fonctionnement courant, prise en compte des dépenses sécuritaires
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	35 674 071 161	8 077 426 000	44 025 181 835	Appui aux structures du secteur ; Renforcement de la sécurité du Palais de la Nation et l'amélioration de la communication des actions du Chef de l'État
	Investissements sur Ressources Propres	26 380 898 032	110 369 657 649	30 338 033 236	Construction entrepôt pour stockage des céréales (Reserve Stratégique) ; Acquisition des équipements informatiques pour le Conseil National de Cyberdéfense ; Investissements agricoles pour le DAIPN ; Acquisitions des équipements divers
	Rémunérations	359 615 143 633	214 322 719 972	388 192 052 251	Prise en compte de 3 000 nouvelles unités (Garde Républicaine, maison Militaire) ; Intégration de nouvelles grilles barémiques DAIPN, RSG et Conseil National de Cyberdéfense
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 864 050 101	789 162 573	8 242 447 288	Appui à la RSG, au DAIPN et au Fonds Social de la République ; Reclassement des services Ex BPO (ARPTC)
<b>11</b>	<b>PRIMATURE</b>	<b>895 325 211 511</b>	<b>176 224 100 439</b>	<b>1 287 467 646 561</b>	
	Fonctionnement des Institutions	42 669 596 252	94 676 964 470	65 586 718 889	Fonctionnement courant
	Fonds de Péréquation	727 133 900 120		1 082 797 270 811	Financement des projets visant à assurer l'équilibre entre les provinces (Caisse Nationale de Péréquation)
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3 352 773 048		9 055 689 004	Installation de l'Autorité de Régulation de la Couverture Santé Universelle
	Investissements sur Ressources Propres	5 876 547 114	7 383 872 719	6 758 029 181	Acquisition de véhicules et d'équipements informatiques ; Réhabilitation des bâtiments de la Primature
	Rémunérations	116 292 394 977	74 163 263 249	123 269 938 676	Existant ; Poursuite de l'application des grilles barémiques des structures relevant de la Primature
<b>12</b>	<b>VICE-PRIMATURES</b>	<b>2 302 195 766</b>	<b>-</b>	<b>2 348 239 681</b>	
	Fonctionnement des Institutions	2 302 195 766		2 348 239 681	

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
<b>15</b>	<b>CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX</b>	<b>26 697 323 538</b>	<b>7 878 886 639</b>	<b>30 760 604 943</b>	
	Fonctionnement des Institutions	18 783 403 444	3 943 278 253	21 222 802 224	Fonctionnement courant + Acquisition des médailles
	Investissements sur Ressources Propres			1 149 047 419	Prise en compte de deux marchés d'acquisition des véhicules en cours
	Rémunérations	7 913 920 094	3 935 608 386	8 388 755 300	Existant ; Impact de la nouvelle grille barémique du Secrétariat Général
<b>16</b>	<b>ASSEMBLEE NATIONALE</b>	<b>778 478 015 559</b>	<b>413 208 308 994</b>	<b>933 814 089 230</b>	
	Fonctionnement des Institutions	481 243 805 177	259 929 990 986	583 929 411 992	Fonctionnement courant
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	6 050 000 001	28 060 000 000	22 807 500 000	Participation aux organisations parlementaires nationales, régionales et internationales ; Viabilisation du site parlementaire de Kinkole
	Investissements sur Ressources Propres	4 687 935 917		23 391 126 305	Construction d'un bâtiment pour le centre médical de l'Assemblée nationale
	Rémunérations	286 496 274 465	125 218 318 008	303 686 050 933	Existant ; Impact des avancements en grade de certains agents administratifs ; Intégration de nouvelles unités du Secrétariat Général ; Réajustement des rémunérations des assistants parlementaires
<b>17</b>	<b>SÉNAT</b>	<b>304 376 598 440</b>	<b>184 462 927 458</b>	<b>351 364 048 653</b>	
	Fonctionnement des Institutions	215 433 410 151	118 825 228 860	239 091 792 723	Fonctionnement courant
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 100 000 000	9 000 000 000	20 115 000 000	Prise en charge médicale des sénateurs ; Vulgarisation des textes sur la libre administration des provinces
	Investissements sur Ressources Propres	1 149 737 144	1 000 000 000	1 322 197 716	Acquisition d'un distributeur téléphonique numérique
	Rémunérations	85 693 451 145	55 637 698 598	90 835 058 214	Existant ; Poursuite de l'application des grilles barémiques
<b>19</b>	<b>ORGANE EXÉCUTIF PROVINCIAL OU LOCAL</b>	<b>945 828 106 539</b>	<b>570 944 282 014</b>	<b>959 418 327 025</b>	
	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	945 828 106 539	570 944 282 014	959 418 327 025	

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
<b>20</b>	<b>POUVOIR JUDICIAIRE</b>	<b>596 779 712 781</b>	<b>251 628 150 154</b>	<b>717 502 355 191</b>	
	Fonctionnement des Institutions	207 543 489 330	68 923 991 293	226 076 743 386	- Fonctionnement du Bureau du Conseil Supérieur de la Magistrature pour les cours, tribunaux et parquets civils et militaires, ainsi que les chambres de discipline provinciales ; - Changement de dénomination de certains services de la Police Judiciaire ; - Installation et formation des nouveaux magistrats.
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 000 000 000		2 300 000 000	Mise en œuvre progressive de la numérisation des services de la Cour Constitutionnelle ;
	Investissements sur Ressources Propres	5 512 268 039		6 339 108 245	Construction d'un immeuble pour l'Auditorat Général
	Rémunérations	381 723 955 411	182 704 158 861	482 786 503 559	- Existant ; - Prise en charge de la paie de 2 500 nouveaux magistrats nommés en 2025 ; - Réajustement de 20% du salaire des magistrats ; - Reajustement du salaire des magistrats promus en 2023 et de ceux nommés en 2024 ; - Prise en charge de 1 486 magistrats (réservistes, réhabilités et candidats à l'honorariat) ; - Reajustement de la prime du personnel administratif ; - Prise en charge de la prime de brousse et de la prime de risque pour les magistrats en provinces ; Prise en charge du personnel des nouvelles chambres de discipline.

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
<b>21</b>	<b>SECRÉTARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>	<b>128 179 843 356</b>	<b>202 976 597 949</b>	<b>137 407 595 414</b>	
	Fonctionnement des Institutions	63 686 667 733	9 985 141 928	69 024 131 799	- Fonctionnement courant - Organisation des Conseils de ministres à l'intérieur du pays ; - Organisation du seminaire gouvernemental
	Investissements sur Ressources Propres	229 971 719		264 467 477	Acquisition des équipements informatiques
	Rémunérations	64 263 203 904	192 991 456 020	68 118 996 138	Annualisation de l'existant à fin décembre 2025
<b>22</b>	<b>AFFAIRES ÉTRANGERES</b>	<b>236 154 647 954</b>	<b>185 410 238 031</b>	<b>394 355 217 785</b>	
	Fonctionnement des Ministères	119 864 731 738	127 952 220 848	230 866 649 018	- Fonctionnement courant; Contributions aux organisations internationales et apurement des arriérés y afférents ; Prise en charge des ambassades et postes consulaires ; et apurement de leurs arriérés pour soigner l'image de la RDC; - Fonds secret de recherche ; - Organisation de la 14 ème conférence diplomatique; - Révision du cadre organique du Ministère; - Prise en charge des frais de rapatriement et mutation des Diplomates.
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	500 000 000	415 853 218	6 575 000 000	- Prise en charge des dépenses de matérialisation de la coopération globale sino-congolaise et toutes les autres corporations existantes entre la RDC et ses partenaires ; - Prise en charge du financement de la politique de placement des cadres Congolais au sein des organisations régionales et internationales; Participation aux différents séminaires de l'ONU; - Finalisation du processus du désengagement de la Monusco en RDC; - Prise en compte de la couverture médicale globale des diplomates en poste et leurs dépendants ainsi que du personnel à la Centrale; - Financement du cahier des charges pour le lancement de E-visa.
	Investissements sur Ressources Propres	34 702 451 524	11 707 957 200	39 907 819 253	- Réhabilitation du bâtiment de la centrale; Numérisation de l'Administration du Ministère; Réhabilitation des batiments des missions diplomatiques et postes consulaires de la RDC; Acquisition des équipements de transport; Acquisition des équipements de bureau.

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
	Rémunérations	81 087 464 692	45 334 206 764	117 005 749 514	- Existant ; Prise en compte des effectifs réels et intégrale des grilles barémiques en faveur des diplomates, des engagés locaux de la Zone A, B et C et du personnel de la centrale.
<b>23</b>	<b>COOPÉRATION INTERNATIONNALE</b>	<b>19 126 100 354</b>	<b>7 955 806 129</b>	<b>22 740 482 320</b>	
	Fonctionnement des Ministères	8 339 454 386	3 253 357 384	8 756 427 106	- Fonctionnement courant; missions des revues des programmes et suivi des activités avec les partenaires extérieurs; participation aux activités de la session ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies; Elaboration de l'annuaire de la Coopération.
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques			1 500 000 000	- Organisation des ateliers de formation; Participation à des Fora; Organisation d'un atelier de vulgarisation de mécanisme et procédure de la Coopération Décentralisée.
	Investissements sur Ressources Propres	557 894 318		1 641 578 465	- Acquisition d'un terrain pour la construction d'un immeuble du Secrétariat Général, - Acquisition des matériels roulants pour le Secrétariat Général ;
	Rémunérations	10 228 751 650	4 702 448 745	10 842 476 749	- Existant ; Application de la grille barémique de la prime et indemnités permanentes du Secrétariat Général dans son intégralité et prise en compte des effectifs non payés.
<b>24</b>	<b>DECENTRALISATION</b>	<b>12 656 221 625</b>	<b>3 497 535 102</b>	<b>17 625 077 816</b>	
	Fonctionnement des Ministères	5 709 582 677	112 490 412	7 995 061 810	- Fonctionnement courant ; Révisitation du cadre organique du Ministère; Missions d'inspection et d'évaluation des divisions provinciales et ETD, Missions d'échanges d'expérience des collectivités territoriales des pays de Zone Amérique, Asie et Océanie, Afrique et l'Europe.
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques			1 257 500 000	- Organisation de la journée africaine de la décentralisation et du développement local; - Elaboration des plans de développement local des villes et des Communes des Chefs-Lieux des 26 provinces de la RDC ; - Organisation des séminaires multidisciplinaires et interinstitutionnels en faveur des élus, Exécutifs Provinciaux et animateurs des Organes Locaux dans les 26 Provinces de la RDC.
	Investissements sur Ressources Propres			1 000 000 000	- Acquisition de matériels roulants; Acquisition de matériels informatiques.

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
	Rémunérations	6 038 766 852	3 385 044 690	6 401 092 863	- Existant ; Prise en compte du traitement de base des agents et cadres du Ministère non payés et de la prime spécifique.
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	907 872 096		971 423 143	
<b>25</b>	<b>INTÉRIEUR ET SECURITE</b>	<b>2 696 675 033 188</b>	<b>1 109 180 001 953</b>	<b>2 987 020 575 259</b>	
	Contrepartie des Projets	4 066 666 500		9 717 333 140	Appui au secrétariat exécutif du Comité de suivi de la réforme de Police Nationale Congolaise
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	519 098 686 200	2 344 526 570	529 103 194 866	Organisation des opérations d'identification de la population ; Octroi de la Carte d'Identité Nationale en RDC
	Fonctionnement des Ministères	282 657 417 460	344 594 941 929	301 433 765 525	Surveillance de la sécurité dans les grandes agglomérations ; -Renforcement des services de sécurité ; Formation sur la territoriale ; Intégration de la Cellule Permanente d'Alerte et d'urgence « CPAU » ; Organisation de conférences des gouverneurs deux fois l'an conformément à la Constitution ; Prise en compte d'un nouveau département opérationnel chargé de l'intelligence économique et financière (DIEF) ; Renforcement de la communication, du contrôle interne, de la saisine et du mécanisme de détection et de réparation des abus (ANR) ; Renforcement des capacités des Inspecteurs ; Organisation des sessions ordinaires et extraordinaires du Conseil Supérieur de la Police ; Collecte de toutes les informations en matière de sécurité ; Achat des tenues pour les unités de la DGM.
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	24 493 932 329	5 646 469 206	29 168 022 178	Organisation des opérations de déminage des zones occupées par les rebelles (CCLAM) ; Suivi et évaluation des comités de sécurité dans 6 Provinces ; Appui à la mise en œuvre des plans locaux de sécurité ; Participation aux organisations sous-régionales (CISSA, CCFR et CIRGL) ; Appui aux centres médicaux ; Participation aux conférences nationales, régionales et internationales liées à la réforme de la Police. Opérationnalisation de l'identification en cas d'expulsion des sujets Congolais de l'Etranger, opération de reconduction à la frontière des immigrants clandestins, appui au centre médical pour les soins médicaux des détenus et des officiers de migration malades (DGM).
	Investissements sur Ressources Extérieures	351 695 677 252	242 038 315 319	378 101 472 247	Appui au Programme de la Réforme de la Police

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
	Investissements sur Ressources Propres	52 095 741 340	41 611 665 940	76 546 331 568	Construction de bâtiment administratif, Acquisition des matériels roulants (CSPNC) ; Construction d'un nouveau bâtiment R+3 de l'administration centrale de l'IG PNC ; Réhabilitation du bâtiment administratif, construction du bâtiment de l'hôpital de l'IG PNC ainsi que 3 antennes Provinciales, Equipement des bureaux de l'IG PNC et ses 26 Antennes Provinciales ; '-Réhabilitation du patrimoine immobilier, Equipement du centre médical de KINTAMBO, Acquisition des matériels roulants et équipements de télécommunication (ANR) ; Parachèvement de la construction de deux bâtiments abritant le Secrétariat Général ; Modernisation des services de l'état civil ; Acquisition des véhicules anti incendies ; Construction des casernes pour les sapeurs-pompiers ; Programme National de Recherche Spatiale et Technologique « PNRST »). - Acquisition de terrain, acquisition matériels roulants, acquisition des matériels informatiques (IGTER). - Informatisation des services d'appui à la mobilisation des recettes, construction des Directions Provinciales dans les 3 nouvelles Provinces, construction d'un Immeuble de l'EMG (DGM). - Construction des ateliers logistiques/ville Province de Kinshasa, construction de l'ACAPOL KIMPOKO/Province de Kinshasa, construction des bases opérationnelles de LENI CIAT GEN de la PNC/ville province de Kinshasa, construction de l'EPOL M'VULA MATADI/Province Kongo Central (CGPNC)
	Rémunérations	1 434 828 798 389	472 944 082 990	1 631 130 674 056	Existant ; Mécanisation des nouvelles unités et des non payés (DGM, ANR, CNR) ; Prise en compte de la grille barémique pour le CSPNC ; Poursuite de l'application des grilles barémiques ; Prise en compte de 18 000 recrues de la PNC.
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 006 863 718		3 217 344 178	Appui aux structures du secteur
	Subventions aux Services Déconcentrés	26 731 250 000		28 602 437 500	Fonctionnement des services déconcentrés
<b>26</b>	<b>RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES</b>	<b>5 312 631 663</b>	<b>2 179 557 608</b>	<b>7 157 548 792</b>	
	Fonctionnement des Ministères	1 121 668 679	94 220 420	2 177 752 112	- Fonctionnement courant ; '-Organisation des séminaires de renforcement des capacités des responsables des Partis et Regroupements Politiques ; - Organisation des missions de vulgarisation des textes legaux sur la Gouvernance Démocratique ; - Organisation des missions d'échanges d'expérience avec les pays de vieille démocratie.
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques			-	- Elaboration de l'Avant-projet de loi portant révision de la loi n° 04/002 du 15 mars 2004 portant organisation et fonctionnement des Partis Politiques ; - Installation de l'Administration aux Relations avec les Partis Politiques en Provinces.



CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
	Investissements sur Ressources Propres			537 375 917	- Acquisition d'equipements informatiques et logiciel pour l'archivage des données sur les Partis Politiques ; - Acquisition des véhicules terrestres.
	Rémunérations	4 190 962 984	2 085 337 188	4 442 420 763	- Existant ; - Prise en compte de la nouvelle grille barémique du Secrétariat Général ; - Mécanisation des non payés.
<b>27</b>	<b>DEFENSE</b>	<b>7 835 438 459 920</b>	<b>1 949 822 363 765</b>	<b>7 852 642 510 176</b>	
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	4 890 901 313 800	677 453 795 492	4 890 901 313 800	Dépenses sécuritaires (y compris la prime spéciales octroyées aux militaires déployés dans les zones opérationnelles)
	Fonctionnement des Ministères	710 999 751 772	593 752 704 076	751 193 216 553	Fonctionnement courant ; Vulgarisation de la loi cadre sur la réforme de l'Armée ; Elaboration des textes réglementaires ; Renforcement de l'éthique ; Prise en compte des dépenses liées au recrutement des unités supplémentaires ; Prise en charge médicale et sociale des militaires et de leurs dépendants ; Renforcement des capacités des instructeurs et formateurs
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	10 145 569 865		61 363 537 085	Recrutement de nouvelles unités
	Investissements sur Ressources Extérieures	584 400 000 000		273 004 731 974	Appui aux programmes de la réforme du secteur de sécurité
	Investissements sur Ressources Propres	100 000 000 241	115 917 569 756	131 636 229 305	Acquisition des matériels et équipements militaires
	Rémunérations	1 538 991 824 241	562 698 294 441	1 744 543 481 459	Existant ; Recrutement de 6 000 unités de FARDC ; Prise en compte des Attachés de Défense (ATADEF) dans les ambassades ; Impact de différentes primes ; Intégration des allocations de fin de carrière (Effectif de 3 242) ; Recrutement de 18.000 unités.

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
<b>28</b>	<b>ANCIENS COMBATTANTS</b>	<b>10 959 248 127</b>	<b>2 218 834 818</b>	<b>23 729 786 146</b>	
	Fonctionnement des Ministères	5 076 523 428	776 114 400	6 330 349 599	Fonctionnement courant
	Investissements sur Ressources Propres	1 819 426 291		12 092 340 235	Constructions du monument mémorial des anciens combattants et réhabilitations diverses
	Rémunérations	4 063 298 408	1 442 720 418	5 307 096 312	Existant ; Poursuite de l'application de la grille barémique du Secrétariat Général
<b>29</b>	<b>ÉCONOMIE NATIONALE</b>	<b>45 469 406 828</b>	<b>14 264 901 359</b>	<b>93 619 686 341</b>	
	Contrepartie des Projets	400 010 000		424 010 600	Contrepartie gouvernementale sur le financement extérieur lié à la Cellule Technique d'Appui et à la Commission Nationale de la Concurrence.
	Fonctionnement des Ministères	10 990 342 432	1 110 063 170	16 539 859 554	Fonctionnement courant + Elaboration de l'annuaire conjoncture économique ; Suivi et évaluation des produits stratégiques ; Prise en compte de nouvelles directions créées par le nouveau cadre organique ; Prise en compte de la Cellule Technique d'Appui ;
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 000 000 002		42 300 000 002	Prise en charge des arriérés sur la subvention pétrolière ; Appui aux services rattachés (Commission Nationale de la Concurrence, Cadre Permanent des Concertations Economiques et Fonds de Régulation Economique)
	Investissements sur Ressources Propres	3 911 316 986		4 498 014 533	Travaux de construction de grands dépôts pour l'approvisionnement en produits de première nécessité ; Acquisition des terrains pour ériger les bâtiments administratifs et les infrastructures devant contribuer à réguler le circuit des approvisionnements des biens
	Rémunérations	28 167 737 408	13 154 838 189	29 857 801 652	Existant ; Mécanisation des agents non payés identifiés par FRAP affectés au sein des Directions de l'Administration centrale et des directions Provinciales ; Prise en compte de la nouvelle grille barémique de la prime permanente allouée aux agents et cadres de l'Administration centrale

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
<b>30</b>	<b>FINANCES</b>	<b>5 287 163 140 250</b>	<b>3 565 054 532 345</b>	<b>6 921 048 709 415</b>	
	Contrepartie des Projets	9 550 550 000		7 074 594 000	Projets de construction de deux guichets uniques à Mahagi et à Kasindi.
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Extérieures			145 015 000 000	
	Dette Publique	1 509 559 890 000	762 037 561 418	2 215 856 008 538	Prise en compte de la stratégie de l'apurement et du maintien du stock de la dette dans les limites acceptables
	Financement des Réformes	50 549 528 771	25 679 330 016	37 087 995 785	Mise en place de la chaine informatisée des recettes et du Compte unique du Trésor
	Fonctionnement des Ministères	101 150 970 044	1 092 687 063 973	142 208 518 547	Fonctionnement courant ; Organisation des missions de sensibilisation et de contrôle dans le cadre de la mobilisation des recettes
	Frais Financiers	1 175 430 359 537	326 977 669 554	1 220 909 568 626	Paiement des intérêts sur la dette extérieure, des commissions bancaires, des intérêts moratoires et de la créance titrisée de la Banque Centrale du Congo.
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	436 550 000 000	13 682 067 202	248 275 000 000	Prise en compte de trois nouveaux services créés : Comité National de mise en œuvre des Sanctions Financières Ciblées (CONASAFIC), Fonds d'Investissements stratégiques (FIS) et Unité de Gestion du Projet d'appui financier de l'Etat Congolais pour la relance des activités de la MIBA (UGP-MIBA) ; Relance de la CADECO
	Investissements sur Ressources Extérieures	448 790 620 435	190 486 324 534	272 936 248 792	Prêt Banque Mondiale/Projet ENCORE ; Don BAD/PAREC/Projet d'appui à relance de l'économie congolaise.
	Investissements sur Ressources Propres	15 790 459 087		18 159 027 950	Acquisition du logiciel intégré des impôts (ERP) pour la DGI en vue de la mobilisation des recettes
	Rémunérations	391 849 519 780	154 954 796 634	416 360 490 967	Existant ; Poursuite de l'application de la grille baremique pour le Secrétariat Général et les autres services ; Prise en compte des promotions en grade et l'évolution des effectifs tant au niveau central que provincial
	Rétrocession aux Régies Financières	1 042 758 216 927	970 914 935 635	1 947 602 069 854	Prise en compte des quotités des recettes mobilisées à rétrocéder aux administrations financières
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 789 617 710		5 054 890 952	Fonctionnement des structures spécialisées et redynamisation de l'ENF
	TVA Remboursable	103 393 407 959	27 634 783 378	244 509 295 405	Prise en compte des arriérés de la TVA remboursable

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
<b>31</b>	<b>BUDGET</b>	<b>992 188 119 161</b>	<b>824 960 981 940</b>	<b>1 131 986 330 579</b>	
	Charges Communes	461 942 432 574	541 425 342 738	493 261 476 688	Remboursement des arriérés de la consommation d'eau et d'électricité ; Prise en charge médicale, frais funéraires, loyers, carburants et lubrifiants, retribution bancaire.
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	40 000 000 000	19 645 629 131	90 000 000 000	Constitution de la réserve budgétaire.
	Financement des Réformes	59 366 040 263	18 599 525 639	65 521 663 081	Réforme budgétaire (migration du budget en mode programme) CIPROBUD et SIGMAP ; Prise en compte du déploiement de la chaîne des dépenses intégrée dans les ministères pilotes au processus de la déconcentration de l'ordonnancement
	Fonctionnement des Ministères	60 721 810 501	56 070 178 584	81 757 901 026	Fonctionnement courant ; Elaboration de la stratégie sectorielle
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	600 000 000	7 486 082 400	690 000 000	Appui au SENAPI et à la DGCMP pour la numérisation du système de passation des marchés
	Investissements sur Ressources Propres	5 822 042 352	419 382 900	6 695 348 705	Construction des bâtiments pour la DGPPB ; Numérisation du Ministère ; Réhabilitation du bâtiment ALLHADEF
	Rémunérations	363 735 793 471	181 314 840 549	394 059 941 079	Existant ; Poursuite de l'application des grilles barémiques et mécanisation des non payés
<b>32</b>	<b>PLAN ET COORDINATION DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>299 166 104 168</b>	<b>45 919 330 160</b>	<b>580 060 000 000</b>	
	Contrepartie des Projets	7 660 318 362	1 180 226 357	9 959 366 116	Prise en compte de trois accords de financement : -Projet "Inclusion sociale et Résilience" (UNICEF) ; -Projet de renforcement des capacités de coordination de mise en oeuvre et suivi- évaluation du Programme d'Actions du Gouvernement PAG 2024-2028 "ENABEL" et des politiques publiques sur base des lettres de mission SENAREC ; -Accord INS et Banque Mondiale
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	100 000 000 000	149 516 032	40 710 825 000	Réalisation du 2ème Recensement Général de la Population et de l'habitat "RGPH 2". Ces activités concernent : - la réalisation de la campagne nationale de la cartographie censitaire; - la réalisation du dénombrement pilote; - l'acquisition des matériels de collecte (tablettes/ Smartphones) pour la phase du dénombrement; - la réalisation du dénombrement exhaustif ainsi que le traitement, l'analyse et la publication des résultats.

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
	Fonctionnement des Ministères	46 694 754 947	1 642 864 636	99 029 492 695	Fonctionnement courant ; Prise en compte du fonds de préinvestissement ; Réalisation des missions de suivi-évaluation; Inscription de l'Équipe Technique de Coordination de l'Étude Nationale et Prospective (ENP)
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 890 970 562	410 234 285	8 324 616 146	Implémentation du Système d'Information pour le Suivi des Actions Gouvernementales « SISAG » en vue de la modernisation et de la digitalisation du Ministère du Plan et Coordination de l'Aide au Développement (CAD).
	Investissements sur Ressources Extérieures	39 076 780 297		18 254 869 834	Don BAD/ Appui au recensement général de la population et base de données sociale ; PACTE ; Projet d'appui ADN d'élaboration PDINB et études de faisabilité CAB-RDC.
	Investissements sur Ressources Propres	2 479 407 774		4 851 318 940	Acquisition d'un logiciel MESAG et Réhabilitation du Cabinet du Ministère du Plan
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD			273 718 133 290	Construction des batiments des divisions provinciale ; Poursuite du PDL-145 Territoires
	Rémunérations	90 796 530 293	41 308 744 800	102 344 322 111	Existant ; Prise en compte de différents barèmes contresignés et non encore appliqués en intégralité.
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	9 567 341 933	1 227 744 050	22 867 055 868	Appui au BCR, à l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives-RDC "ITIE" et aux autres structures spécialisées.
<b>33</b>	<b>RECONSTRUCTION</b>	<b>10 781 565 532</b>	<b>4 845 213 873</b>	<b>11 427 444 227</b>	
	Fonctionnement des Ministères	1 001 523 627	80 314 164	1 051 599 808	Sensibilisation sur le changement des mentalités ; Mise en place du schéma directeur de la reconstruction
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000		115 000 000	Mise en place des brigades de la reconstruction ; - Programme de reconstruction et de protection des ouvrages publics
	Rémunérations	9 680 041 905	4 764 899 709	10 260 844 419	Existant ; Intégration de la rémunération pouvoir central et transférée
	Subventions aux Organismes Auxiliaires			-	Relance de la Ferme d'Elevage Porcin et Avicole de Kinshasa (FEPKIN) ; la Ferme d'Elevage Porcin et Avicole de Lubumbashi (FEPALU) ; Appui à la carrière de MIMOSAS et au Programme Multisectoriel d'Appui à la Reconstruction et au Développement (PMARD)

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
34	JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX	99 133 744 211	80 019 967 646	145 785 683 197	
	Fonctionnement des Ministères	39 002 519 399	56 072 661 538	40 952 645 369	Prise en charge de l'alimentation des détenus ; Paiement des honoraires de 42 cabinets d'avocats conseils contractuels de la République, ainsi que le recours à l'expertise de cabinets étrangers pour des procédures complexes ; Paiement des dossiers d'indemnisation pour les préjudices subis ou causés dans l'exercice des fonctions, à la suite de décisions judiciaires condamnant l'État
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	200 000 000		5 230 000 000	Amélioration des conditions carcérales ; Uniformisation des sceaux des Institutions et Ministères.
	Investissements sur Ressources Extérieures	3 391 231 453	1 633 496 128	22 332 310 000	Projet de réforme du secteur de la justice.
	Investissements sur Ressources Propres	7 646 977 916		25 430 253 630	Réhabilitation de la prison de Matadi (construction d'un mur de clôture et la réhabilitation de pavillons et de locaux) ; Acquisition d'équipements divers pour la numérisation des services administratifs et pénitentiaires du Secrétariat à la Justice ; Réhabilitation des pavillons 3, 4 et 6 de la prison centrale de Makala
	Rémunérations	47 505 232 620	22 313 809 980	50 355 546 577	Existant ; Réajustement des primes permanentes des agents et cadres du Secrétariat Général à la Justice ; Mécanisation de certains agents et cadres des Divisions Provinciales ; Prise en compte des grilles barémiques de la Commission OHADA, de l'INAFORJ, des agents pénitentiaires ; Prise en compte de la nouvelle grille barémique du Guichet Unique de Création d'Entreprise (GUCE)
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 387 782 823		1 484 927 621	

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
<b>35</b>	<b>REFORMES INSTITUTIONNELLES</b>	<b>16 694 751 426</b>	<b>2 654 163 146</b>	<b>18 410 210 761</b>	
	Fonctionnement des Ministères	8 255 658 346	207 867 500	9 267 104 376	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Redynamisation de l'administration ;</li> <li>- Elaboration de la politique sectorielle ;</li> <li>- Accompagnement de tous les projets des réformes Institutionnelles, à venir et en cours de réalisation dans tous les secteurs ;</li> <li>- Renforcement des capacités des experts de l'administration ;</li> <li>- Missions de terrain pour le suivi, l'évaluation et la mise en place d'une base des données nationale de toutes les reformes ;</li> <li>- Installation des Divisions Provinciales.</li> </ul>
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 535 100 000		1 765 365 000	Redynamisation du Comité National de Pilotage des Reformes ; Promotion et vulgarisation des activités du Secrétariat Général aux Réformes Institutionnelles.
	Investissements sur Ressources Propres	661 208 000		760 389 200	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Acquisition d'un terrain pour le Secrétariat Général ;</li> <li>- Acquisition d'un charroi automobile ;</li> <li>- Acquisition des mobiliers et équipements informatiques ;</li> <li>- Réhabilitation des bureaux abritant le Secrétariat Général.</li> </ul>
	Rémunérations	6 242 785 080	2 446 295 646	6 617 352 185	Existant ; Poursuite de l'application de la grille barémique signée depuis 2022
<b>36</b>	<b>RELATIONS AVEC LE PARLEMENT</b>	<b>18 013 978 756</b>	<b>7 758 677 219</b>	<b>176 605 355 287</b>	
	Fonctionnement des Ministères	2 380 844 662	32 300 000	50 025 387 334	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Couverture, suivi et évaluation des sessions Parlementaires ;</li> <li>- Vulgarisation des textes légaux ;</li> <li>- Participation au forum des relations interparlementaires et renforcement des capacités des experts ;</li> <li>- Suivi des activités des Divisions Provinciales en charge des relations avec les Assemblées Provinciales ;</li> <li>- Enrichissement des propositions et des projets des textes légaux.</li> </ul>
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques			110 000 000 000	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Atelier sur le suivi du niveau d'exécution des recommandations du parlement adressées au Gouvernement ;</li> <li>- Rapport de conformité des édits et autres textes pris au niveau provincial et dans les ETD ;</li> </ul>
	Investissements sur Ressources Propres	98 286 823		113 029 846	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Acquisition des mobiliers de bureau;</li> <li>- Acquisition des équipements.</li> </ul>

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
	Rémunérations	15 534 847 271	7 726 377 219	16 466 938 107	Existant ; Application integrale de la grille barémique en vigueur signé depuis 2020 ; Prise en compte des agents et cadres au niveau provincial et les organes délibérants au niveau local.
<b>37</b>	<b>SANTE</b>	<b>5 467 597 443 090</b>	<b>845 379 588 998</b>	<b>5 488 424 205 957</b>	
	Contrepartie des Projets	53 002 703 610	18 633 958 621	50 823 271 368	-Différents engagements pris par le Gouvernement dans le cadre des accords et conventions avec les partenaires techniques et financiers pour les allocations relatives à 3 maladies ( VIH, Paludisme et Tuberculose) ; Acquisition des nouveaux vaccins avec GAVI ; Acquisition de contraceptifs pour l'enseignement des Sciences de la Santé et le PNSR; Acquisition d'anticancéreux/(Contrat ROCHE); Prise en compte des maladies initialement couvertes par l'USAID
	Fonctionnement des Ministères	297 956 722 886	35 739 608 215	317 498 036 222	- Fonctionnement courant; Acquisition des contraceptifs dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre de la Couverture Santé Universelle, notamment pour assurer la continuité de la gratuité des soins des femmes enceintes, des accouchements et des soins du nouveau-né; prise en charge des maladies couvertes par le financement USAID.
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000 000	29 586 489 982	152 475 085 282	Appui aux Hôpitaux Généraux de Référence dont les effectifs passent de 187 à 331; Appui aux structures spécialisées avec un effectif de 533
	Investissements sur Ressources Extérieures	3 765 648 702 541	233 242 348 637	3 479 673 855 888	-UE/Programme de renforcement de l'offre et de développement de l'accès aux soins de santé ;
	Investissements sur Ressources Propres	47 937 505 991	1 675 343 752	105 036 818 971	- Acquisition d'équipements médicaux pour l'appui à la gratuité de la maternité; - Acquisition de matériels informatiques, mobiliers et équipements de bureau (DAF, DANTIC); - Construction laboratoire et équipements divers pour la lutte contre la Drépanocytose, etc...
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	144 193 701 658	905 000 000	137 800 943 578	
	Rémunérations	1 049 412 696 819	525 596 839 791	1 228 589 606 392	- Existant; poursuite de la concrétisation des engagements signés entre le Gouvernement et les partenaires sociaux à Bibwa.
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	7 753 923 141		16 526 588 256	Subvention aux services spécialisés du secteur ; Reclassement des services Ex BPO (PNHF)



CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
38	EDUCATION NATIONALE ET NOUVELLE CITOYENNETE	5 713 961 135 607	1 960 213 878 016	5 272 625 445 964	
	Contrepartie des Projets	5 266 720 000		6 056 727 999	Projet d'Education pour la qualité et la pertinence des Enseignements aux niveaux Primaire et Secondaire; Projet Club Unesco du Développement Social et Culturel.
	Financement des Réformes	16 200 000 000	7 507 094 116	17 334 000 000	- Projet d'appui aux Cantines Scolaires; Identification et production de la carte biométrique pour les enseignants.
	Fonctionnement des Ministères	749 271 634 112	612 506 678 915	796 022 170 202	Fonctionnement courant ; Fonctionnement des Ecoles et bureaux gestionnaires
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	37 725 070 998	9 198 276 436	88 231 897 518	- Prise en charge, par le Gouvernement, des frais scolaires et autres, dans le cadre de la gratuité de l'enseignement primaire ; - Prise charge de l'organisation des épreuves certificatives (ENAFEP, TENASOSP et EXAMEN D'ETAT) ; - la prise en charge de la production et délivrance des titres et pièces scolaires (contrat en cours d'exécution) ; - Identification biométrique des élèves à travers tout le territoire national et dans les écoles consulaires (contrat en cours d'exécution VERIDOS) ; - Recrutement du personnel enseignant sur base de mérite ; - Promotion du Mécanisme de Gestion des Plaintes en milieu scolaire ; - Collecte des données, publication et dissémination des annuaires statistiques du Ministère ; - Prise en charge et accompagnement psychosocial des Elèves traumatisés marqués par divers troubles dans les zones en conflit et/ou post-conflit (Cfr décision Conseils des Ministres) ; - Production de la carte biométrique pour les enseignants.
	Investissements sur Ressources Extérieures	1 754 456 590 964	128 053 392 965	831 730 476 129	- Projet pour l'Équité et le Renforcement du Système Educatif (PERSE), Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Enseignement Primaire (PEQIP), PEQPESU, Prêt AFD et PAAF
	Investissements sur Ressources Propres	84 209 299 804	2 051 642 959	146 749 381 856	- Acquisition des équipements éducatifs ; Construction de 10 centres de ressource pour la formation continue des enseignants en provinces ; Acquisition des équipements agro-pastoraux ; Acquisition des matériels de transport.
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	345 139 326 902	686 800 000	347 366 599 279	- Poursuite de la mise en œuvre du PDL 145 Territoires
	Mise à la Retraite	20 493 313 494	21 494 240 304	64 650 915 122	Poursuite du programme de la mise à la retraite des enseignants, des formateurs et des éducateurs sociaux en vue du rajeunissement du secteur.

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
	Rémunérations	2 701 199 179 335	1 178 715 752 321	2 974 483 277 859	- Existant ; - Poursuite de l'application des accords signés avec le banc syndical au titre de rémunération du personnel des services centraux comprenant la prime spécifique ou institutionnelle, et la prime pour fonction spécifique d'encadrement de la paie; - Poursuite de la prise en charge de la grille barémique des Inspecteurs; - Prise en compte des enseignants non payés (NP), enseignants Nouvelles Unités (NU) et Sous payés ; '- Intégration de la délégation permanente de UNESCO à Paris.
<b>40</b>	<b>ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE</b>	<b>789 769 119 771</b>	<b>310 401 425 267</b>	<b>847 808 453 317</b>	
	Bourse d'Etudes	29 500 000 000		31 565 000 000	Bourse d'études octroyée aux finalistes de licence et de master des institutions publiques d'enseignement supérieur et universitaire ; Bourse Excellentia
	Contrepartie des Projets	1 000 000 000		3 030 000 000	- Projet de Rénovation et d'Equipeement des Cliniques Universités de Kinshasa (PRECUK)/BADEA; - Projet d'appui à l'ESU (PAES)/AFD
	Fonctionnement des Ministères	37 050 491 210	1 038 902 090	38 903 015 771	Fonctionnement courant
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 763 512 005	4 267 352 410	2 028 038 806	Modernisation des programmes de renforcement des capacités des enseignants aux approches pédagogiques innovantes ; Mise à niveau des gestionnaires, du personnel administratif et des étudiants.
	Investissements sur Ressources Propres	5 183 276 820		5 960 768 343	- Rénovation du CNPP/UNIKIN ; Modernisation des Infrastructures académiques des Universités et Institutions Supérieures publiques ; Mise aux normes des plateaux techniques des laboratoires des STEM.
	Rémunérations	708 923 811 973	305 029 266 585	758 459 240 691	- Existant, Prise en compte de la mécanisation, de la correction de grade et des divisions provinciales; Poursuite de la prise en compte de la grille barémique en vigueur.
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	6 348 027 763	65 904 182	7 862 389 706	Appui aux structures du Ministère

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE	239 599 244 042	81 046 216 992	451 786 128 714	
	Contrepartie des Projets	1 842 110 250		1 897 373 558	- Appui au programme AISTIADUA-NEPAD/Union Africaine et à l'Observatoire des mouvements des volcans (OVG)/Musée Tervirain, renforcement des capacités en lutte contre les médicaments falsifiés (COE/CBRN)/UE; Production des indicateurs de la science, technologie et innovation (STI).
	Fonctionnement des Ministères	37 371 110 904	14 255 804 584	39 239 666 449	Fonctionnement courant;
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	46 411 287 468	18 435 836 611	80 000 000 000	- Opérationnalisation du Fonds national de la recherche scientifique et innovation technologique (FNRSIT); Prise en compte du programme d'Incubateur du Génie Scientifique Congolais (IGSC); Organisation du Forum du Génie Scientifique Congolais; Formations continues et diplômantes des chercheurs; Financement des programmes de recherche dans les domaines prioritaires; Poursuite des réformes institutionnelles en vue d'améliorer la gouvernance du secteur; Soutien aux activités scientifiques et d'innovations de différents Centres et Instituts de Recherche; Production des statistiques et indicateurs de la Recherche-Développement et Innovation (RDI).
	Investissements sur Ressources Propres	9 209 554 406		16 000 000 000	- Construction d'un centre de diagnostic multidisciplinaire et radiothérapie en RDC; Acquisition des équipements technico-scientifiques des institutions ciblées; Réhabilitation des infrastructures immobilières des institutions de recherche; Construction des infrastructures immobilières et techniques des services centraux et des institutions de recherche ciblées.
	Rémunérations	119 763 556 690	44 334 948 462	129 949 370 091	- Existant, poursuite de la mise en application de la grille barémique pour le Secrétariat Général, prime pour le fonds national de la recherche scientifique et innovation technologique; Prise en compte des NP; Prise en compte de la prime spécifique de l'OVG dont la grille barémique est en cours d'exécution, Prise en compte des centres de recherche non encore budgétisés; Prise en compte de la prime de brousse;
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	25 001 624 324	4 019 627 335	184 699 718 616	subvention du fonds national de la recherche scientifique et innovation technologique ainsi que des structures spécialisées du secteur

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	2 639 171 536 286	864 064 700 916	4 533 768 485 149	
	Contrepartie des Projets	5 333 360 000		6 650 028 000	Prise en compte de la contrepartie congolaise pour 11 projets.
	Fonctionnement des Ministères	40 257 629 692	751 412 045	45 270 511 177	- Fonctionnement courant ; Elaboration du plan quinquennal sur les infrastructures
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 400 000 000	841 141 221	1 610 000 000	- Elaboration du document de la politique sectorielle ; Appui aux activités du groupe thématique infrastructures-Transports-NTIC et habitat ainsi qu'aux activités de la cellule genre sectorielle - Intervention d'urgence (catastrophes naturelles) ; Appui aux structures du secteur
	Investissements sur Ressources Extérieures	1 172 106 882 200	257 146 692 924	2 997 625 264 442	Projet BAD/ Projet d'aménagement de la RN2 Bukavu-Goma ; Don et prêt Banque Mondiale ; Projet d'appui à la connectivité et de transport (PACT).
	Investissements sur Ressources Propres	84 076 328 601	351 761 202 587	145 596 464 972	Construction des résidences officielles ; Rehabilitation de 5.133 Km de route et modernisation de 525 Km de route ; Construction des voiries urbaines ; Poursuite du projet PERUS
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	264 601 685 434	200 297 765 378	276 270 124 921	
	Investissements sur Cession Actifs miniers (Contrat Chinois)	957 215 257 205		939 697 200 000	Projets financés par les ressources issues de la renégociation du contrat SICOMINES (construction de la route Mbuji Mayi - Nguba, construction de la route de la passion Mbanza Ngungu - Nkamba, ...).
	Rémunérations	112 412 903 638	53 266 486 761	119 157 677 857	Existant ; Poursuite de la mise en oeuvre des grilles barémiques de l'administration et des structures spécialisées du secteur
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 767 489 514		1 891 213 780	Subvention aux services du secteur.

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
<b>43</b>	<b>URBANISME ET HABITAT</b>	<b>84 838 248 200</b>	<b>337 795 757 286</b>	<b>70 297 129 943</b>	
	Fonctionnement des Ministères	13 993 351 872	1 521 557 123	14 693 019 466	Fonctionnement courant
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	4 150 000 000	869 320 000	8 772 500 000	Promotion et application des règles d'urbanisme et de construction ; Renforcement des capacités des cadres et agents de l'administration du secteur de logement et mise sur pied des structures permettant d'assurer une bonne gestion de la politique de la ville ; Elaborer des Plans de développement des villes (Schémas directeurs, Lois, textes d'explication, politiques et stratégies des villes) ; Politique d'assainissement et d'embellissement des villes ; Campagne de vulgarisation et de sensibilisation de la loi cadre n 015/025 relatif aux baux à loyer sur toute l'étendue de la République
	Investissements sur Ressources Extérieures	41 000 000 000	324 769 689 794	19 153 309 396	Projet Banque Mondiale/ Programme de Développement Urbain (PDU)
	Investissements sur Ressources Propres	4 907 899 707		5 644 084 663	Acquisition des matériels et équipements informatiques pour la digitalisation du processus de délivrance du permis de construire dans les 26 Provinces (Première Phase : Direction Générale + 6 Directions Provinciales) /GUPEC ; Construction de la Cité Étienne Tshisekedi à Mbuji Mayi Première phase / FONHAB ; Construction du Centre National d'Information, de Documentation et d'Archivage ; Acquisition des matériels divers pour l'organisation d'une campagne de vérification des actes d'urbanisme ;
	Rémunérations	20 786 996 621	10 635 190 368	22 034 216 418	Existant ; Poursuite de l'application des grilles barémiques du secteur

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
<b>44</b>	<b>AGRICULTURE ET SECURITE ALIMENTAIRE</b>	<b>2 287 631 779 563</b>	<b>96 836 485 807</b>	<b>1 522 957 574 307</b>	
	Contrepartie des Projets	2 000 000 000		2 100 000 000	- Poursuite des projets en cours d'exécution: Projet d'appui au Développement agro-Industriel de Ngandajika; Projet d'entrepreneariat des Jeunes dans l'Agriculture et l'Agro-business; Projet d'Appui de Développement de Chaines de valeurs agricoles dans 6 provinces
	Fonctionnement des Ministères	57 788 684 085	1 180 715 174	60 678 118 289	- Fonctionnement courant ; - Mission d'itinérance et de vulgarisation de la loi semencière; - Missions de contrôle de viabilité des ONGs affiliées à l'Agriculture.
	Fonds de Péréquation	390 287 355 920		269 100 747 693	- Financement des projets pour assurer le développement dans le secteur agricole des différentes provinces
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	41 050 000 000		57 207 500 000	- Appui aux structures spécialisées (ONGD, ASBL) évoluant dans les secteur et autres structures, tels que: Centre de recherche des Mais (CRM), Service national de mécanisation agricoles (SENAMA) et le centre national de vulgarisation agricole (CNVA), Office National des produits Agricoles au Congo (ONAPAC), Service National des fertilisants et Intrants Connexes (SENAFIC) ; Suivi et évaluation de la campagne agricole; Prise en compte des risques liés aux catastrophes climatiques.
	Investissements sur Ressources Extérieures	1 516 407 917 539	876 516 352	857 512 285 285	- Programme national de développement agricole (PNDA); Projet d'entrepreneariat des jeunes dans l'agriculture et l'agro-business; Projet d'urgence de production alimentaire dans 11 provinces (PURPA); Projet d'appui au secteur agricole du Nord-Kivu; Programme d'appui au développement rural inclusif et résilient; Projet d'appui au développement agro-industriel de Ngandajika;
	Investissements sur Ressources Propres	27 799 295 093	5 737 911 630	48 605 418 384	- Acquisition des tracteurs pour l'installation des brigades de mécanisation agricole; Construction des laboratoires d'analyse des semences (SENASEM); Relance des parcs agro-industriels (Mbanza-ngungu,...); Acquisition des équipements végétaux pour le développement du programme Manioc en RDC ; Acquisition d'équipement agricole pour le projet volontariste agricole PVA.
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	181 460 625 284	58 075 692 926	152 636 092 419	- Poursuite de la mise en œuvre du PDL 145 T

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
	Rémunérations	67 914 251 883	30 924 655 725	71 989 106 996	- Existant ; - Prise en charge des Chefs de Divisions et Chefs de Bureaux promus suivants le nouveau cadre organique avec les directions nouvellement créées ; - Application des nouvelles grilles barémiques de la prime des personnels de l'Agriculture dans toutes les provinces ; de la prime des membres des commissions interministérielles en charge de préparation, suivi et contrôle de la paie de la prime spéciale et spécifique du personnel administratif; de la prime des membres de la commission permanente interministérielle en charge de la paie des professionnels de l'Agriculture signé depuis 2020.
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 923 649 759	40 994 000	3 128 305 242	- Appui aux structures spécialisées pour l'exercice 2026, notamment: SNV, SENAMA, SENASEM,...
<b>45</b>	<b>DÉVELOPPEMENT RURAL</b>	<b>1 057 532 511 447</b>	<b>120 439 321 594</b>	<b>1 428 119 849 315</b>	
	Contrepartie des Projets	2 360 027 500		2 478 028 875	- Programme d'Appui à la Modernisation des Villages (PAMOVl); - Projet d'Appui au Développement Intégré de l'Economie Rurale (PROADER); - Projet de Renforcement des Infrastructures Socio-Economiques (PRISE II)
	Fonctionnement des Ministères	40 403 151 921	4 547 813 271	41 423 309 517	Fonctionnement courant
	Fonds de Péréquation	195 688 992 366	88 468 330 529	159 550 373 846	- Financement des différents projets et activités de construction, réhabilitation et équipements divers pour les 3 programmes du Ministère (Programme Infrastructures, Accompagnement et Administration Générale).
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	28 800 000 000	12 667 680	38 120 000 000	- Prise en compte des besoins de la DEP, DAF et tous les structures relevant des Budgets annexes;
	Investissements sur Ressources Extérieures	534 207 114 824	12 274 250 874	931 306 550 894	- Programme d'Appui à la Modernisation des Villages (PAMOVl); - Projet d'Appui au Développement Intégré de l'Economie Rurale (PROADER); - Projet de Renforcement des Infrastructures Socio-Economiques (PRISE II)

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
	Investissements sur Ressources Propres	17 378 349 874		36 621 331 382	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui à l'organisation spatiale et sociale du logement , des villages ainsi que de leur environnement sanitaire, scolaire et économique dans les zones rurales et périurbaines de la RDC;</li> <li>- Adduction d'eau potable par forage équipée d'une pompe immergée, alimentée par système solaire;</li> <li>- Réhabilitation des 12800 km des routes des dessertes agricoles;</li> <li>- Electrification en milieu rural (passer de 1,5% à 7%).</li> </ul>
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	204 338 401 790	55 560 000	178 945 535 400	- Poursuite de la mise en œuvre du Programme de Développement Local de 145 Territoires
	Rémunérations	31 021 281 312	14 989 309 551	35 882 558 191	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Existant ;</li> <li>- Ajustement de la prime spécifique sectorielle selon le barème dûment signé ;</li> <li>- Ajustement de la prime de TDR selon le nouveau barème signé.</li> <li>- Prise en compte des effectifs non payés selon les listes déclaratives des agents et le nouveau cadre organique déjà signé, soit un effectif de 15543 agents.</li> </ul>
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	3 335 191 859	91 389 690	3 792 161 209	- Appui aux structures du secteur (SENARHU, SNCOOP, SENATRA, SENEJER, SENEN, SENDRI, ...)
<b>46</b>	<b>INDUSTRIE</b>	<b>64 641 589 435</b>	<b>14 241 802 042</b>	<b>97 939 968 619</b>	
	Contrepartie des Projets	200 010 000		212 010 600	- Acquisition d'équipements industriels et électriques en faveur de la CIMAICO
	Fonctionnement des Ministères	6 072 039 641	1 754 512 157	7 375 641 623	Fonctionnement courant; Mission de mise en œuvre de la politique sectorielle; implémentation des ZES au Lualaba; Organisation de la journée nationale des inventeurs et des innovateurs Congolais.
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 000 000 000	1 978 892 510	15 575 000 000	Développement de la chaîne des valeurs des batteries électriques ; Renforcement des capacités institutionnelles ; Appui aux structures spécialisées du secteur.
	Investissements sur Ressources Extérieures	17 624 218 034		16 412 507 899	- BAD/Projet d'Appui au Développement du secteur privé et à la création de l'emploi.



CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
	Investissements sur Ressources Propres	6 938 298 557		24 615 272 368	- Projet de réhabilitation des unités industrielles en difficulté à travers le pays ; Acquisition des équipements d'un laboratoire de controle assurance qualité et de métrologie; Acquisition d'un terrain ; Amenagement des ZES dans 6 espaces industriels ; Numérisation des services spécialisés du secteur.
	Rémunérations	28 397 869 849	10 508 397 375	30 101 742 040	Existant ; Poursuite de l'application de la grille barémique signée ; Mécanisation de 3988 unités non payées du pouvoir central et des Divisions Provinciales
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	3 409 153 354		3 647 794 089	- Subvention aux services spécialisés (Direction Générale des Corridors de Développement Industriel "DGCDI" ; Bureau National d'Etudes et Planification Industrielle "BNEPI" ; Comité National de Normalisation et de Métrologie Légale "CNNM" ; Agence de Zones Economiques Spéciales "AZES")
<b>47</b>	<b>COMMERCE EXTÉRIEUR</b>	<b>50 214 130 660</b>	<b>25 099 897 807</b>	<b>57 834 649 697</b>	
	Contrepartie des Projets	1 320 144 624		1 359 719 044	Contrepartie gouvernementale sur le projet relatif au Cadre Intégré Renforcé (CIR) et le projet de construction Guichet Unique de Commerce
	Fonctionnement des Ministères	6 434 956 398	2 441 174 171	9 756 704 218	Fonctionnement courant ; Elaboration de la stratégie nationale des exportations ; Organisation du forum African Growth and Opportunity Act (AGOA) ; Ratification de l'accord sur la facilitation des échanges ; Dématérialisation du numéro Import-Export ; Déploiement total du Guichet Unique du Commerce Extérieur (GUCE).
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 450 000 000	1 677 818 150	4 667 500 000	Prise en compte du Comité National pour la Facilitation des Echanges (CNFE) et du Comité national de mise en œuvre de la ZLECAF ; Intégration dans le système commercial multilatéral.
	Investissements sur Ressources Extérieures	16 674 192 395	11 385 757 390	15 527 798 957	Projet de facilitation de commerce dans la region des grands lacs (PFCGL) ; Projet relatif au Cadre Intégré Renforcé (CIR)
	Investissements sur Ressources Propres	1 200 000 000		2 000 000 000	Acquisition d'équipements de transport ; Acquisition d'équipements informatiques ; Acquisition d'un terrain
	Rémunérations	23 134 837 243	9 595 148 097	24 522 927 478	Annualisation de l'existant à fin décembre 2025 ; Poursuite de l'application de la grille barémique.

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
<b>48</b>	<b>MINES</b>	<b>35 236 786 626</b>	<b>7 112 270 749</b>	<b>38 523 202 242</b>	
	Fonctionnement des Ministères	6 866 180 972	400 513 150	7 209 490 021	- Fonctionnement courant; - Missions des contrôles et inspections sur la réglementation minière ; Elaboration des manuels de traçabilité des flux des matières premières; Participation aux fora à travers le monde sur la transformation énergétique.
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	218 040 000		1 250 746 000	- Vulgarisation du code minier et du cadre organique (textes légaux).
	Investissements sur Ressources Propres	926 288 699		1 065 232 004	- Acquisition des équipements et matériels d'exploitation et de certification des réserves minières ; - Acquisition des équipements de laboratoire environnemental ; - Acquisition des équipements spéciaux pour la banque des données ; - Acquisition des matériels pour la cartographie géologique.
	Rémunérations	13 438 212 453	6 711 757 599	14 244 505 200	- Annualisation de l'existant à fin décembre 2025 ; Poursuite de l'application de la grille barémique du Secrétariat Général ; Prise en compte des effectifs non payés au niveau provincial
	Subventions aux Organismes Auxiliaires			14 753 229 017	Subvention aux structures spécialisées du secteur ; Reclassement des services Ex BPO (CTCPM, CAESSCAM, SGNC)
<b>49</b>	<b>HYDROCARBURES</b>	<b>13 280 260 884</b>	<b>6 990 155 358</b>	<b>31 741 690 214</b>	
	Fonctionnement des Ministères	3 715 717 204	2 320 000 824	3 901 503 065	Fonctionnement courant
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000		1 115 000 000	Appui à la SONAHYDROC.
	Investissements sur Ressources Propres	628 242 457		17 358 707 853	Construction de la tour des Hydrocarbures ; Acquisition des matériels pour la construction et l'implantation des stations industrielles 2 et 3 du projet de degazage du golfe de Kabuno dans le lac Kivu ; Acquisition de deux barges motorisées à fond plat
	Rémunérations	8 836 301 223	4 670 154 534	9 366 479 296	Existant ; Poursuite de l'application du barème ; Prise en compte des unités non payées en traitement de base ; Prise en compte des nouveaux effectifs organiques.

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE	1 075 726 628 986	39 526 173 195	2 023 923 982 551	
	Contrepartie des Projets	6 914 218 568		9 101 351 353	Accords signés ; Frais d'indemnisation des terrains des postes et lignes haute tension acquis dans le cadre du projet des lignes de distribution des projets centrale hydroélectrique de Grand Katende et KAKOBOLA
	Fonctionnement des Ministères	10 777 471 537	306 334 553	11 316 345 114	Fonctionnement courant
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	236 602 715	97 764 000	6 272 093 122	Appui à l'ANSER et à l'ARE.
	Investissements sur Ressources Extérieures	841 024 750 298	32 014 678 155	1 692 072 336 014	AGREE/Projet de gouvernance et de réforme de l'accès aux secteurs d'électricité et de l'eau ; Don BAD/NELSAP/Projet multinational d'interconnexion des réseaux électriques des pays des lacs équatoriaux du Nil ; Don BM/Projet d'accès et d'amélioration des services électriques (PAASE) ; Pret BAD/Projet PAGASE
	Investissements sur Ressources Propres	146 269 110 220		202 481 934 807	Poursuite des projets hydroélectriques structurants (Inga III, Zongo II, Katende, Kakobola) ; Extension du réseau électrique aux centres secondaires et zones rurales ; Promotion des énergies renouvelables hors réseau (solaire, mini-hydro, biomasse)
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	52 363 086 151		50 217 549 074	
	Rémunérations	11 891 369 523	6 881 540 721	12 604 851 694	Annualisation de l'existant à fin décembre 2025 ; Poursuite de l'application de la grille barémique.
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	5 346 596 909		39 857 521 373	Reclassement des services Ex BPO (CNE)

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	299 115 752 954	314 837 609 781	688 540 664 699	
	Fonctionnement des Ministères	34 856 534 443	14 785 803 797	36 599 361 165	Fonctionnement courant ; Renforcement des capacités opérationnelles
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	20 000 000 000	43 127 369 851	25 000 000 000	Appui aux 27 services spécialisés du secteur
	Investissements sur Ressources Extérieures	127 026 850 968	209 739 922 207	464 393 474 070	PPSA/ Projet Prioritaire de sécurité aérienne phase 2 ; Prêt BAD/Projet des voies d'accès pour le pont route-rail de Kinshasa-Brazzaville ; UE/Projet d'appui à la navigabilité des voies fluviales et lacustres ; Prêt BM/ Projet d'appui au transport et à la connectivité ; BM/ PFCIGL Construction du port d'Idjwi ; Construction d'un Chemin de fer Kisenso-Kimbanseke
	Investissements sur Ressources Propres	43 974 824 075	1 993 027 457	84 843 505 740	Nouveau tracé chemin de fer Matadi-Kinshasa (280 km) ; Construction du port en eau profonde de BANANA ; Déploiement de Trans-academia en provinces pour l'amélioration de la mobilité urbaine des étudiants ; Numérisation du système automatique de péage du pont Maréchal ; Modernisation de l'aéroport international de N'djili ; Réhabilitation des aéroports (KAVUMU, LUANO) ; Réhabilitation du bâtiment administratif abritant la RVF
	Rémunérations	68 124 778 604	44 441 486 469	72 212 265 320	Existant ; Application progressive de la grille barémique pour les primes spécifiques et indemnités permanentes du Secrétariat Général ; Prise en compte du personnel de la CONADEP et la Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics ; Augmentation du traitement de base du personnel de l'AAC, de la RVF et de l'OEBK
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 132 764 864		5 492 058 404	Appui à l'OEBK, CNPR, METELSAT, GET et AAC ; Reclassement des services Ex BPO (RVF)

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
52	POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	145 650 630 007	14 600 579 694	166 792 212 416	
	Fonctionnement des Ministères	7 674 879 373	484 745 424	10 058 623 341	Fonctionnement courant ; Rapatriement du siège de l'Union Africaine des Télécommunications (UAT) de Nairobi vers Kinshasa ; Prise en compte des structures et directions nouvellement créées conformément au cadre organique approuvé par la Fonction publique
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	8 021 978 253	4 270 875 000	9 225 274 991	Mise en œuvre effective et opérationnelle du siège de l'UAT en RDC ; Prise en compte du FDSU ; Mise en oeuvre de la Politique Nationale Postale ; Appui à la Commission Permanente de lutte contre le Vol et la Contrefaçon des Appareils Mobiles (COPVCAM), à la cellule PNMLS VIH/SIDA, au Conseil National pour la Couverture Santé Universelle, à la Cellule Technique de suivi pour l'exécution des Projets des postes, Télécommunications et du Numérique (CTSP-PTN)
	Investissements sur Ressources Extérieures	105 512 273 724		118 646 893 596	Réhabilitation du bâtiment administratif du Secrétariat Général des PTNTIC ; Acquisition des véhicules pour la distribution des courriers d'au moins 2 kilos destinés aux Institutions publiques et aux usagers ; Acquisition des véhicules de service et de fonction
	Investissements sur Ressources Propres	2 317 038 504		5 364 594 279	Acquisition d'équipements pour la numérisation du système de taxation en ligne des exploitants et prestataires de services redevables au Trésor Public; Acquisition des équipements devant renforcer la capacité satellitaire en RDC ; Réhabilitation de la poste ; Acquisition d'équipements pour la dématérialisation et l'archivage des services publics
	Rémunérations	17 634 615 470	9 844 959 270	18 692 692 398	Existant + Prise en compte deux services non payés (Conférence des Postes et Télécommunication en Afrique Centrale "COPTAC" et Plan Intégral de Réforme et de Développement Postal "PIDEP").
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	878 872 489		4 804 133 811	Subvention aux structures spécialisées du secteur : RASCOM, COPTAC, PIDEP, Portail électronique et FDSU ; Reclassement des services Ex BPO (SCPT)

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
<b>53</b>	<b>COMMUNICATION ET MEDIAS</b>	<b>136 337 315 137</b>	<b>74 618 606 580</b>	<b>161 366 432 870</b>	
	Fonctionnement des Ministères	10 900 982 797	16 278 561 291	13 446 031 937	Fonctionnement courant ; Prise en compte de nouvelles directions standards conformément au nouveau cadre organique. '- Mise en œuvre de la stratégie de la communication gouvernementale ; - Prise en charge des frais liés au lobbying dans le cadre de la communication et médias.
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	20 427 902 149		23 492 087 471	- Appui aux structures de la communication RTNC, ACP, UJSA et la TNT
	Investissements sur Ressources Propres	1 093 082 888		5 257 045 321	Projet d'implémentation des Télécentres communautaires (phase initiale); - Connectivité des 145 Territoires sur le dorsal Backbone satellitaire; - Installation du système photovoltaïque dans 54 sites; - Acquisition d'équipements informatiques et de communication pour la migration numérique de 54 agglomérations ( TNT).
	Rémunérations	101 815 347 303	58 340 045 289	116 924 268 141	Existant ; Poursuite de l'application des grilles barémiques réajustées, Prise en compte des effectifs non payés et mécanisation d'un effectif de 5 409 agents et cadres du pouvoir central et des Divisions Provinciales ainsi que la prise en compte des structures relevant de la communication et médias.
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 000 000 000		2 247 000 000	Subventions aux structures spécialisées de la communication et médias (ACP, CMTNT, RTNC, UJSA) ; Reclassement des services Ex BPO (RENATELSAT)

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
<b>54</b>	<b>DROITS HUMAINS</b>	<b>41 827 374 800</b>	<b>5 670 569 354</b>	<b>55 863 125 055</b>	
	Fonctionnement des Ministères	4 797 549 247	2 156 298 311	7 037 426 709	Fonctionnement courant ; Campagnes publiques sur les droits humains; Production et diffusion des supports pédagogiques; Organisation des ateliers communautaires et forum d'échange
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	27 800 000 000		36 970 000 000	Participation aux réunions aux instances internationales, fora nationaux sur les droits humains ; Renforcement des capacités des agents et cadres du Ministère ; Déploiement d'observateurs dans les zones sensibles ; Appui aux structures et défenseurs des droits humains et partenaires communautaires.
	Investissements sur Ressources Propres	800 925 109		2 921 063 875	Acquisition des équipements et mobiliers de bureau ; Acquisition d'un terrain pour l'administration ; Acquisition des matériels de transport ; Acquisition des matériels de communication et informatiques.
	Rémunérations	8 428 900 444	3 514 271 043	8 934 634 471	Existant ; Extension de la prime à toute les provinces pour un effectif de 2 662 agents pour l'installation des nouvelles cellules
<b>55</b>	<b>AFFAIRES FONCIERES</b>	<b>25 078 214 140</b>	<b>11 802 829 975</b>	<b>32 083 630 017</b>	
	Fonctionnement des Ministères	2 839 174 401	394 027 650	2 981 133 121	Fonctionnement courant ; Intensification des missions de contrôle et d'inspection des services dans toutes les circonscriptions en vue de s'assurer du respect des textes règlementaires en vigueur ; Renforcement des capacités managériales des acteurs fonciers à tous les niveaux sur les taxations ; Mise à jour des plans cadastraux.
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	600 000 000		689 999 999	Vulgarisation de la nouvelle politique foncière nationale ; Conversion des titres immobiliers ; Appui à la Commission Nationale de la Réforme Foncière (CONAREF).
	Investissements sur Ressources Propres			1 189 152 545	Réhabilitation des bâtiments et autres édifices abritant les services ainsi que le Secrétariat Général ; Acquisition des équipements informatiques pour la digitalisation de toutes les opérations ; Numérisation du cadastre et informatisation du système d'archivage.

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
	Rémunérations	21 042 816 969	10 265 568 525	22 305 385 987	Existant ; Poursuite de l'application de la grille barémique en vigueur ; Prise en compte des agents non payés ; Octroi d'une prime spécifique permanente en faveur des acteurs fonciers ; Prise en compte de la prime de la DEP.
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	596 222 771	1 143 233 800	4 917 958 365	Subvention à l'Ecole Nationale du Cadastre et des Titres Immobiliers (ENACTI).
<b>56</b>	<b>ENVIRONNEMENT, DEVELOPPEMENT DURABLE ET NOUVELLE ECONOMIE DU CLIMAT</b>	<b>385 759 180 952</b>	<b>24 941 602 841</b>	<b>477 373 420 628</b>	
	Contrepartie des Projets	233 370 000		240 371 100	Projet d'appui à la vérification et à la certification des superficies des zones à vocation conservatoire des espèces animales et végétales (PAVC-SZVC) ; Appui à la matérialisation des limites sur terrain des superficies de 9 concessions forestières des 4 exploitants forestiers (MEDD).
	Financement des Réformes	7 267 764 300		7 776 507 801	Poursuite des réformes dans les domaines de l'environnement.
	Fonctionnement des Ministères	7 728 761 102	1 200 440 186	12 115 199 157	Fonctionnement courant et prise en compte du cabinet de la Ministre déléguée
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3 974 115 348	60 000 000	4 570 232 650	Organisation d'une campagne de lutte anti vectorielle dans les milieux urbains ; Poursuite de la mise en œuvre de la feuille de route de l'éradication de la défécation à l'air libre ; Vulgarisation du document de stratégie nationale de promotion et de vulgarisation des bois d'oeuvre ; Révision du code forestier ; Elaboration du Plan Forestier National; Renforcement du contrôle transfrontalier pour l'amélioration de la lutte contre le commerce illégal des espèces protégées.
	Investissements sur Ressources Extérieures	309 408 232 026		387 192 826 178	Projet d'appui à la vérification et à la certification des superficies des zones à vocation conservatoire des espèces animales et végétales (PAVC-SZVC) ; Appui à la matérialisation des limites sur terrain des superficies de 9 concessions forestières des 4 exploitants forestiers (MEDD).
	Investissements sur Ressources Propres	1 643 311 952		1 889 808 745	Construction d'un centre des technologies en bois énergie à Mampu ; Acquisition des matériels pour la gestion des risques des catastrophes naturelles et valorisation des ressources naturelles ; Acquisition des matériels pour la cartographie et l'évaluation des tourbières.



CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
	Rémunérations	54 540 506 283	23 681 162 655	58 812 936 660	Existant ; Poursuite de l'application de la grille barémique du Secrétariat Général
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	963 119 941		4 775 538 337	Subvention aux structures spécialisées du Ministère.
<b>57</b>	<b>TOURISME</b>	<b>80 825 011 174</b>	<b>50 835 604 087</b>	<b>92 444 530 527</b>	
	Fonctionnement des Ministères	47 812 983 863	39 835 150 200	50 203 633 056	Fonctionnement courant ; Prise en compte du secrétariat Permanent de l'organisation du festival mondial du tourisme (Création d'un chapitre)
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	200 000 000		2 230 000 000	Participation au festival mondial du tourisme ; Appui au Site Touristique de la N'sele
	Investissements sur Ressources Propres	1 821 892 225		7 095 176 059	- Réhabilitation et modernisation du site BONOBO LUNENE pour la création du village touristique ; - Réhabilitation et modernisation du site touristique de la NSELE pour la création du village touristique ; <i>Transformation de 20 dortoirs en 140 appartements ;</i> <i>Transformation et modernisation de 80 studios ;</i> - Acquisition des véhicules terrestres ; '- Réhabilitation et modernisation du jardin zoologique de Kinshasa.
	Rémunérations	24 372 312 941	11 000 453 887	25 834 651 717	Existant ; Impact de l'accroissement des effectifs dû à l'aménagement du cadre organique
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 413 389 189		7 081 069 695	Subvention aux structures spécialisées du secteur ; Reclassement des services Ex BPO (ONT)
<b>58</b>	<b>CULTURE, ARTS ET PATRIMOINE</b>	<b>103 438 772 762</b>	<b>45 165 364 695</b>	<b>122 942 552 336</b>	
	Fonctionnement des Ministères	6 359 861 609	294 771 900	8 677 854 689	Fonctionnement courant ; Missions d'échanges autour du Rapatriement des biens culturels de la RDC spoliés à l'étranger.
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	977 191 669		4 123 770 419	Vulgarisation de la politique culturelle et de la stratégie sectorielle ; Organisation du festival international de la Rumba; Promotion de la culture et des arts congolais ; Sensibilisation et conscientisation pour l'appropriation de la culture et de l'éthique congolaises (Projet de la culture-éthique en RDC), Rayonnement international des activités culturelles à l'étranger ; Organisation d'une journée sur les archives.

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
	Investissements sur Ressources Propres	1 256 717 491		2 445 225 115	Acquisition des matériels et équipements spécifiques pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et en temps de paix ; Construction et classement des biens culturels : Mausolée, Cenothaphe, Panthéon et Site de mémoire Nationale.
	Rémunérations	92 845 001 993	44 618 060 895	103 415 702 113	- Existant ; Poursuite de la prise en compte des grilles barémiques du Secrétariat Général, de l'Institut des Musées Nationaux, du CICIBA, du Fonds d'assistance aux artistes et écrivains congolais, Lecture pour tous, Observatoire des Langues ; Prise en compte de l'effectif non payés soit un effectif de 3 571
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 000 000 000	252 531 900	4 280 000 000	Subvention aux structures spécialisées du Ministère ( INACO, TNC, IMNC, ...).
<b>59</b>	<b>JEUNESSE</b>	<b>38 052 222 211</b>	<b>17 216 557 016</b>	<b>50 683 405 742</b>	
	Contrepartie des Projets	400 000 000		1 416 000 000	Contrepartie gouvernementale pour la construction des permanences des structures d'accueil.
	Fonctionnement des Ministères	8 955 900 283	3 062 236 500	9 403 695 297	Fonctionnement courant ; Prise en compte de six nouvelles structures suivant le nouveau cadre organique du ministère ( DAF, DANTIC, INFRASTRUCTURE, PROGRAMME D'INSERTION "PRIEBJ") ; Renforcement des capacités des agents et encadreur des jeunes.
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 068 287 071	4 626 708 560	6 228 530 132	Vulgarisation des guides d'éveil patriotique ; Appui aux centres socio-professionnels des jeunes, au Fonds Spécial pour la Promotion, l'Entrepreneuriat et l'Emploi des Jeunes, aux structures spécialisées du Ministère et à la Commission Nationale Permanente pour la Conférence des ministres de la Jeunesse et des sports de la Francophonie "CONFEJES" ; Révision de la Politique Nationale de la Jeunesse ; Prise en compte du Conseil National de la Jeunesse ; Promotion du volontariat au travers l'éveil patriotique ; Elaboration de la stratégie sectorielle du Volontariat en RDC.
	Investissements sur Ressources Extérieures	1 370 772 513		2 732 565 061	Projet d'appui ciblé et renforcement des capacités; Construction des permanences des structures d'accueil.

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
	Investissements sur Ressources Propres	1 221 322 735		1 404 521 145	- Réhabilitation des 2 brigades agricoles pilotes à Kinshasa et à Seke-Banza; Acquisition des équipements et mobiliers de bureaux; Acquisition de matériels informatiques; Acquisition des véhicules terrestres
	Rémunérations	23 935 939 609	9 212 611 956	27 251 094 107	Existant; Poursuite de la prise en compte de la grille barémique du Secrétariat Général et des Centres de formation professionnelle et production des jeunes
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 100 000 000	315 000 000	2 247 000 000	Subvention aux structures spécialisées du Ministère (Programme du volontariat des jeunes, FSPEEJ-RDC, CNJ, etc.)
<b>60</b>	<b>SPORTS ET LOISIRS</b>	<b>48 124 525 815</b>	<b>59 401 024 622</b>	<b>115 424 509 888</b>	
	Fonctionnement des Ministères	18 225 849 533	1 922 978 761	19 137 142 010	Fonctionnement courant; Prise en compte de 2 nouvelles structures: (CTA & Cellule de Contrôle et suivi des structures d'appui au Mouvement Sportif)
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	15 211 500 000	54 696 582 759	80 000 000 000	Participation aux éliminatoires de la Coupe du Monde Football et CAN 2026; Participation des fédérations aux compétitions internationales et Interclubs de la CAF; Prise en charge du Championnat National LINAFOOT;
	Investissements sur Ressources Propres	7 742 341 488		8 903 692 711	Construction du bâtiment administratif des Sports et loisirs; Construction du cercle récréatif pilote à Lualaba ; Construction de l'academie des sports .
	Rémunérations	4 729 806 342	2 738 201 685	5 013 594 723	Existant; Impact de la nouvelle grille barémique des cadres et agents du Ministère des Sports et Loisirs.
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 215 028 452	43 261 417	2 370 080 444	Subvention au Centre National de Médecine du Sport, au Comité National Antidopage Congolais et à l'Association des Fédérations Africaines de Basketball

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
61	FONCTION PUBLIQUE, MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION ET INNOVATION DU SERVICE PUBLIC	541 166 544 939	642 357 070 429	812 150 443 079	
	Contrepartie des Projets	276 923 078		293 538 463	Projet d'acquisition véhicules pour la CMRAP
	Financement des Réformes	20 000 000 000	115 620 294 102	16 400 000 000	- Validation et mise en œuvre d'une nouvelle politique salariale ; Conception des politiques innovantes visant l'amélioration de la qualité et le rendement des Services Publics; - Poursuite du déploiement et de la consolidation du Fichier de Référence de l'Administration Publique, pour la maîtrise des effectifs; - Poursuite de la revue du cadre juridique de l'Administration Publique.
	Fonctionnement des Ministères	10 906 441 330	10 562 253 979	11 451 763 396	Fonctionnement courant; Prise en compte des nouvelles Directions suivant le cadre organique.
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 300 000 000	248 531 046 307	11 495 000 000	- Appui financier et logistique aux Directions fournissant des prestations liées à la maîtrise des effectifs (FRAP); - Maintien du dialogue social entre le Gouvernement et les différents bancs syndicaux; - Organisation des élections syndicales, tant au niveau central que provincial; - Prise en compte de la quote-part patronale de 9% des rémunérations au titre des cotisations sociales pour les agents du régime général et du régime spécifique, branche des risques professionnels et le droit d'entrée des retraités de l'Etat (Régime octroyé à la CNSSAP) ; - Abonnement Cloud Oracle du Fichier de Référence de l'Administration Publique (FRAP).
	Investissements sur Ressources Extérieures	29 919 619 353		27 991 683 130	Projet PRRAP/BM
	Investissements sur Ressources Propres	2 941 177 990		38 737 334 718	- Construction du Campus de l'ENA à Maluku ; - Acquisition des équipements et mobiliers de bureau ; - Aménagement de parking du site ; - Réhabilitation des locaux du bâtiment administratif de la FP; - Construction d'un bâtiment type pour les Administrations Publiques dans chacune de 3 provinces ( Kasai Oriental, Mongala et Bas Uele); - Acquisition des véhicules.
	Mise à la Retraite	126 375 351 284	48 608 812 857	335 349 084 878	Projection de la mise à la retraite de 30 000 agents en 2026.

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
	Rémunérations	347 628 564 273	219 034 663 184	368 486 278 129	Existant ; Exécution de différents protocoles d'accord entre le Gouvernement et l'INAP ; Prise en compte des effectifs non payés en prime spécifique ; Alignement progressif des Secrétaires Généraux émérites au barème des Secrétaires Généraux actifs, conformément à l'Ordonnance de leur mise à la retraite.
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 818 467 631		1 945 760 365	Subvention aux structures spécialisées du Ministère (ENA, OSCEP)
<b>62</b>	<b>EMPLOI ET TRAVAIL</b>	<b>65 467 667 947</b>	<b>44 709 385 718</b>	<b>85 141 244 644</b>	
	Contrepartie des Projets	400 000 000		432 000 000	Projet de travail décent et protection sociale/ENABEL ; Projet des centres d'incubation d'emplois des jeunes (PROYEN); Programme emploi diplômé/BAD
	Fonctionnement des Ministères	4 358 350 791	3 391 268 650	4 576 268 331	Fonctionnement courant ; Evaluation et actualisation de la politique nationale de l'emploi et travail ; Intégration des indicateurs ; Formalisation des emplois du secteur informel ; Mise en œuvre de la CSU dans le secteur informel ; Opérationnalisation de la Commission Nationale de Certification Professionnelle ; Digitalisation des services ; Renforcement des actions de lutte contre le travail des enfants.
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	419 981 155	962 476 126	2 482 978 328	Promotion et création de l'emploi des jeunes ; Mise en place d'une commission mixte de décoration des employeurs ayant rendu des services loyaux au pays ; Organisation de la journée internationale du travail ; Actualisation de la cartographie des risques professionnels ; Participation à la conférence internationale du travail.
	Investissements sur Ressources Extérieures			9 570 990 000	AFD/Projet d'appui à l'INPP
	Investissements sur Ressources Propres	1 850 717 238	40 355 640 942	2 128 324 824	Acquisition des matériels informatiques pour l'archivage des documents du Secrétariat Général ; Acquisition des véhicules terrestres ; Acquisition d'équipements divers pour l'autonomisation de la femme.
	Rémunérations	57 863 891 613		64 335 725 110	Existant ; Prise en compte de la prime des Inspecteurs et Contrôleurs de travail suivant la grille barémique signée ; Prise en compte de la grille barémique du Secrétariat Général.

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	574 727 150		1 614 958 051	Subvention à l'INPP pour la poursuite des différents programmes de formation des jeunes à travers la République ; Subvention à l'ONEM pour l'organisation des Job days ; Finalisation du Répertoire Opérationnel des Métiers et des Emplois (ROME RDC).
<b>63</b>	<b>PREVOYANCE SOCIALE</b>	<b>171 762 028 306</b>	<b>3 072 121 076</b>	<b>241 161 288 580</b>	
	Fonctionnement des Ministères	4 100 000 000	32 300 000	4 304 999 999	Missions mixtes de mobilisation des recettes ; Formation des inspecteurs de la Prévoyance Sociale ; Missions de collecte des données et gestion d'informations en protection sociale ; Formation des médecins-conseils ; Sensibilisation et vulgarisation des textes réglementaires en matière de sécurité sociale, des mutuelles de santé et formation des acteurs ; Inscription de deux nouvelles structures ( Conseil supérieur des mutuelles, Cellule des réformes en matières de prévoyance sociale).
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	99 073 856 569		178 631 066 795	Appui au Fonds de Solidarité Santé pour son déploiement en Provinces.
	Investissements sur Ressources Propres	181 381 876		208 589 157	Acquisition d'équipements informatiques et Acquisition des mobiliers de bureau.
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	61 135 935 420		50 306 325 732	
	Rémunérations	6 950 735 556	3 039 821 076	7 367 779 689	Existant ; Application de la grille barémique de la prime permanente du Secrétariat Général et celle du Programme National de Protection Sociale (PNPS) ; Prise en compte du Comité Technique de Suivi, de recouvrement des cotisations et contributions dues au FSS.
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	320 118 886		342 527 208	Subvention aux structures spécialisées du secteur

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
64	AFFAIRES SOCIALES	289 102 445 844	30 668 979 918	306 651 344 402	
	Contrepartie des Projets	10 367 872 264		11 936 265 877	- Projet pour la protection d'enfants et filets sociaux ; - Projet de développement, transformation économiques. (Projets sans soubassement)
	Fonctionnement des Ministères	18 686 025 340	152 300 000	19 620 326 606	Fonctionnement courant.
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 966 879 550	2 000 000 000	3 261 911 483	Mise en œuvre du regime d'assistance médicale des indigents et vulnérables /Couverture Santé Universelle (CSU) ; Appui aux centres d'alphabétisation et éducation non formelle à travers les 26 provinces ; Appui aux centres d'hébergement et de prise en charge des groupes vulnérables dont les enfants en situation difficile, les jeunes désœuvrés et les personnes de troisième âge ; Amélioration de la couverture des programmes d'assistance, de promotion et de protection en faveur des groupes vulnérables.
	Investissements sur Ressources Extérieures	194 086 541 028	447 217 679	200 580 612 826	BAD/Projet d'appui au bien-être alternatif des enfants et jeunes
	Investissements sur Ressources Propres	4 436 821 019		8 102 344 172	Réhabilitation de 18 centres de promotion sociale ; Acquisition des matériels informatiques ; Réhabilitation de 3 centres d'hébergement transitoire et de prise en charge des enfants en situation difficile ; Réhabilitation de 3 homes des vieillards.
	Rémunérations	57 750 466 969	28 069 462 239	61 215 494 987	Existant ; Prise en compte des agents et cadres non encore mécanisés, des éducateurs sociaux du sous-secteur de l'alphabétisation et éducation non formelle non pris en compte jusqu'à ce jour dans le cadre de la gratuité de l'enseignement ; Réajustement de la prime permanente des agents et cadres suivant la grille barémique actualisée ; Aligement des cadres et agents non payés en traitement de base.
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 807 839 674		1 934 388 451	Subvention aux structures spécialisées du secteur

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
65	GENRE, FAMILLE ET ENFANT	174 025 883 532	238 151 062 892	172 800 819 263	
	Contrepartie des Projets	1 000 000 000		1 200 000 000	Contrepartie gouvernementale au programme d'Appui à l'Autonomisation de la Femme (PAAF-APCC).
	Fonctionnement des Ministères	6 537 528 130	2 409 416 850	6 864 404 537	Fonctionnement courant ; Vulgarisation des textes juridiques relatifs à la protection et au droit de l'enfant
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 033 830 876		4 338 905 507	Appui aux structures spécialisées ; Sensibilisation sur la promotion des droits de l'enfant et la stabilité de la famille; Célébration de la journée internationale de la femme.
	Investissements sur Ressources Extérieures	148 257 537 656	229 805 364 446	138 064 452 176	Programme d'Appui à l'Autonomisation de la Femme (PAAF-APCC).
	Investissements sur Ressources Propres	1 688 578 559		3 941 865 343	Construction des maisons de la femme en provinces et Acquisition des chambres froide mixtes dans 19 communes.
	Rémunérations	13 280 519 273	5 936 281 596	17 077 350 429	Existant ; Poursuite de l'application des grilles barémiques du secteur ; Prise en compte progressive des agents non payés
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 227 889 038		1 313 841 271	Subventions aux structures spécialisées du secteur
68	PERSONNES VIVANTS AVEC HANDICAP	51 726 703 870	2 874 974 480	61 541 050 095	
	Fonctionnement des Ministères	10 638 000 811	1 993 894 294	11 169 900 852	Fonctionnement courant ; Participation aux conférences, sommets, fora africain et mondial sur les droits des PVH ; Poursuite de l'installation et l'opérationnalisation de l'Administration des personnes vivant avec handicap sur l'ensemble du territoire national ; Vulgarisation de la Loi organique n°22/003 du 03 mai 2022 portant protection et promotion des droits de la personne handicapée et de la convention relative aux droits des PVH ; Production de la cartographie de PVH en RDC.



CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	24 423 600 000		32 087 140 000	Opérationnalisation du Fonds National d'Appui à l'Accessibilité et Autonomisation des PVH-APV dans tous les chefs-lieux des Provinces ; - Formation des cadres et Agents du Secrétariat Général aux PVH-APV ainsi que d'autres appuis techniques et matériels ; - Appui à la promotion de l'éducation inclusive en RDC ainsi que l'organisation et le fonctionnement de l'éducation spécialisée sur l'ensemble du territoire national ; - Organisation des séminaires sur les droits des PVH ; - Organisation des célébrations de grandes journées commémoratives et participation aux rencontres internationales et régionales en matière des droits des PVH ; - Mise en place du centre d'agriculture adaptée pour l'autonomisation des PVH dans les 26 provinces.
	Investissements sur Ressources Propres	6 500 000 000		7 475 000 000	- Réhabilitation : (i) du Centre National d'Apprentissage Professionnel pour Personnes Handicapées Physiques et invalides(CENAPHI), (ii) de l'Institut National pour Aveugles (INAV/Mont-Ngafula), INAV/Gombe; - Acquisition des terrains : (i) Immeuble de bureau model d'accessibilité pouvant abriter le cabinet et le Secrétariat Général aux PVH-APV à Kinshasa; (ii) Bâtiment pour héberger les structures organiques du Ministère de PVH-APV à Kinshasa et dans les provinces ; (iii) Centres de formation professionnelle des PVH dans 5 provinces (Tshopo, Kwilu, Kasai central, Lualaba et Maniema) ; - Acquisition des mobiliers et équipements de bureau; - Acquisition des kits informatiques; - Acquisition des matériels roulants.
	Rémunérations	6 765 103 059	584 862 936	7 171 009 243	Existant ; Prise en compte des effectifs non payés.
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	3 400 000 000	296 217 250	3 638 000 000	Subvention aux structures spécialisées : Centre Spécialisé de Recherche et des Soins pour les Personnes atteintes d'albinisme "CRSP", Etablissement de Fabrication de fauteuils roulants, de réadaptation physique, d'Autonomisation par les Sports, Cultures et Arts adaptés aux PVH "EFRASCA ", Académie de Développement continu de la langue des signes et de l'Ecriture braille "ACADELE", Conseil National Consultatif pour la Personne avec Handicap "CNCPH", Fonds National d'accessibilité et d'autonomisation des PVH en RDC "FONA-PVH", Cadre de Concertation des Organisation de la Personne avec Handicap "CCOPH".

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
69	INTEGRATION REGIONALE	26 272 903 820	15 487 565 261	31 892 803 684	
	Fonctionnement des Ministères	5 997 436 526	3 302 580 137	6 297 308 352	Fonctionnement courant ; Prise en compte de deux nouvelles Directions conformément au nouveau cadre organique ; Renforcement des capacités des cadres et agents du Ministère; Participation aux ateliers au niveau sous-regional et regional Mission d'itinérance en Provinces pour le suivi, l'évaluation et l'état des lieux des CLAC ; Renforcement des capacités et mise à niveau des animateurs de CLAC ; Appui aux professeurs ; Accompagnement des jeunes ayant mis en place des innovations, Elaboration des rapports sur l'OIF.
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 000 000 000		3 150 000 000	Participation aux conférences sous-regionales; Installation des antennes pilotes au niveau des provinces ; Vulgarisation de la mission de la francophonie ; Célébration de la journée Internationale de la Francophonie.
	Investissements sur Ressources Propres	150 000 000		2 172 500 000	Acquisition des équipements informatiques ; Acquisition des mobiliers de bureau ; Acquisition des véhicules terrestres ; Acquisition des équipements pour un centre de lecture ; Réhabilitation des bibliothèques de la Francophonie (CLAC).
	Rémunérations	19 125 467 294	12 184 985 124	20 272 995 332	Existant; Prise en compte des effectifs non payés en prime permanentes; Paiement intégrale de la grille barémique de la prime permanente du Secrétariat Général et de la Coordination Nationale de la CIRGL.
70	ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE	243 289 827 107	26 797 526 440	139 379 209 473	
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	215 000 000 000	22 056 954 000	107 500 000 000	Interventions pour catastrophes naturelles, calamités et accidents majeurs
	Fonctionnement des Ministères	6 878 488 109	402 460 000	8 222 412 514	Fonctionnement courant ; Missions sur terrain pour la collecte des données afin d'actualiser la cartographie des zones à risque en RDC et élaboration des plans de contingence multisectorielles de préparation aux risques des catastrophes.

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	7 900 000 000		9 085 000 000	Mise en place et renforcement des capacités du système d'alerte précoce et des réponses rapides ; Assistance aux populations victimes des catastrophes naturelles et calamités diverses ; Sensibilisation dans deux provinces sur les mesures barrière contre le Choléra ; Appui aux structures spécialisées du Ministère.
	Investissements sur Ressources Propres	2 775 306 899		3 191 602 934	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Acquisition des matériels et mobiliers de bureau ;</li> <li>- Construction d'un site de transit d'hébergement pour les sinistrés des zones à haut risque des catastrophes ;</li> <li>- Construction des entrepôts pour le prepositionnement des Kits Humanitaires ;</li> <li>- Travaux hydrauliques et de renforcement des digues sur la rivière N'djili;</li> <li>- Equipements et matériels pour la sensibilisation aux catastrophes.</li> </ul>
	Rémunérations	10 736 032 099	4 338 112 440	11 380 194 025	Existant ; Poursuite de la mise en œuvre de la grille barémique de la prime permanente du Secrétariat Général.
<b>71</b>	<b>ECONOMIE NUMERIQUE</b>	<b>60 627 481 411</b>	<b>30 896 381 050</b>	<b>228 430 588 147</b>	
	Fonctionnement des Ministères	5 729 110 284	32 300 000	10 015 565 798	Fonctionnement courant
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	126 000 000		9 144 900 000	Vulgarisation du Code du Numérique et de la nomenclature des actes Générateurs des Recettes du Numérique.
	Investissements sur Ressources Extérieures			145 015 000 000	Programme de transformation Numérique : AFD et Banque Mondiale
	Investissements sur Ressources Propres	46 626 766 161	24 102 372 230	53 620 781 085	Acquisition d'un data center national ; Acquisition de terrain ; Construction de bâtiment administratif ; Acquisition des matériels informatiques et logiciels
	Rémunérations	8 145 604 966	6 761 708 820	10 634 341 264	Existant ; Poursuite de l'application de la grille barémique

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
<b>74</b>	<b>PORTEFEUILLE</b>	<b>157 021 704 338</b>	<b>31 580 534 701</b>	<b>252 633 447 211</b>	
	Fonctionnement des Ministères	12 935 107 472	257 300 000	15 581 862 846	Fonctionnement courant ; Elaboration du manuel des procédures de désengagement de l'Etat et d'autres documents de référence ; Réalisation des études d'externalisation.
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	122 669 033 361	24 107 567 186	201 126 625 911	Poursuite de la phase économique de la réforme ; Mise en œuvre des Plans de stabilisation et de relance des entreprises du portefeuille (MIBA, Regideso, SNEL, Triumph, etc.)
	Investissements sur Ressources Propres	2 452 912 175		2 820 849 001	Prise de participation de l'Etat dans les entreprises publiques
	Rémunérations	17 098 216 465	7 215 667 515	18 124 109 453	Existant + Prime permanentes des commissions (Personnel du regime général) ; Prise en compte COPIREP et CSP.
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 866 434 865		14 980 000 000	Subventions aux entreprises du Portefeuille et au CSP.
<b>76</b>	<b>COMITE NATIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD DE LA St SYLVESTRE</b>	<b>2 996 027 376</b>	<b>1 041 632 298</b>	<b>3 139 278 508</b>	
	Fonctionnement des Institutions	912 762 780		931 018 036	Fonctionnement courant
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques			-	Appui à l'institution
	Rémunérations	2 083 264 596	1 041 632 298	2 208 260 472	Existant
<b>77</b>	<b>COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE</b>	<b>158 698 810 948</b>	<b>72 367 563 286</b>	<b>282 479 072 967</b>	
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	45 000 000 000	39 635 201 332	160 650 000 000	Opérations d'identification et d'enrolement des congolais de l'étranger
	Fonctionnement des Institutions	23 166 343 237		23 629 670 101	Mise à jour de la cartographie opérationnelle ; Regroupement des matériels pour le test de leur fonctionnalité ; Inventaire du matériel électoral ; Contrôle de fonctionnalité des kits d'enrolement dans les 14 hubs ; Opération de la mise à jour du fichier electoral (23 514 centres d'inscription).
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques			2 206 530 650	Archivage des informations électorales.

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
	Investissements sur Ressources Propres	316 182 690		363 610 093	Modernisation et acquisition de l'imprimerie.
	Rémunérations	90 216 285 022	32 732 361 954	95 629 262 123	Existant ; Poursuite de la mise en œuvre de la grille barémique de la prime permanente.
<b>78</b>	<b>FORMATION PROFESSIONNELLE</b>	<b>100 014 320 423</b>	<b>18 412 065 639</b>	<b>107 855 956 943</b>	
	Fonctionnement des Ministères	45 971 583 424	881 319 057	52 913 639 788	Fonctionnement courant ; Vulgarisation des missions dévolues à la Formation Professionnelle ; Renforcement des capacités des formateurs et Inspecteurs ; Organisation régulière des épreuves certificatives sur toute l'étendue du Pays.
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 358 627 207		3 562 421 288	Accompagnement des multiples centres créés et agréés à travers le pays ; Elaboration et suivi de la Politique Nationale de la Formation Professionnelle ; Elaboration des curricula (harmonisation des programmes de Formation Professionnelle) ; Organisation des campagnes d'information et de vulgarisation sur le bien-fondé du Ministère de FPM dans le développement économique du pays ainsi que dans la lutte contre la pauvreté et le chômage des jeunes.
	Investissements sur Ressources Propres	2 412 461 246		2 774 330 433	Contruction des centres de Formation Professionnelle dans les provinces ciblées : Kasai-Oriental, Kasai- Central, Equateur, Kwilu, Tshuapa, Nord-Ubangi, Mongala, Haut -Katanga et Lualaba.
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	15 124 940 366		11 350 054 763	Construction d'un bâtiment administratif pour le Ministère ; Construction des centres de Formation Professionnelle dans 32 Provinces éducationnelles et 20 centres dans les milieux carcéraux ; Réhabilitation et équipement des centres de formation professionnelle à Kikwit et Dumi ; Acquisition du matériel informatique ; Digitalisation et Certification de la Formation Professionnelle.
	Rémunérations	35 146 708 180	17 530 746 582	37 255 510 671	Existant ; Prise en compte des cadres et agents non payés aux niveaux national et provincial ; Rémunération des formateurs, personnels des établissements et des bureaux gestionnaires.

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
<b>79</b>	<b>CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA REPUBLIQUE</b>	<b>52 399 154 067</b>	<b>24 847 527 446</b>	<b>68 761 370 347</b>	
	Fonctionnement des Institutions	18 249 934 674	8 956 875 218	22 742 394 790	Opérationnalisation du Bureau d'Etudes et de la cellule technique ; Cotisations dans les organisations internationales ; Organisation de deux Assemblées internationales : Union des Conseils Economiques et Sociaux d'Afrique (UCESA) et Union des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires des Etats et Gouvernements membres de la Francophonie (UCESIF).
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques			1 770 803 000	Ateliers de sensibilisation des organisations scientifiques, socio-culturelles et économiques sur l'interaction cadrant avec les missions dévolues au CES.
	Investissements sur Ressources Propres			8 050 000 000	Construction d'un bâtiment devant abriter le siège du CES ; Acquisition des bibliothèques physique et numérique ; Acquisition d'une imprimerie adaptée.
	Rémunérations	34 149 219 393	15 890 652 228	36 198 172 557	Existant ; Prise en compte de nouveaux effectifs du Bureau d'études et de la Cellule technique rattachée au Cabinet ; Impact progressif des équivalences des grades des membres du Bureau
<b>80</b>	<b>CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIO-VISUEL ET DE LA COMMUNICATION</b>	<b>15 454 176 596</b>	<b>5 030 368 898</b>	<b>25 926 700 859</b>	
	Fonctionnement des Institutions	10 757 456 722	2 749 661 486	15 100 067 279	Deploiement du CSAC sur l'ensemble du territoire national ; Formation des observateurs.
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	534 566 812		800 000 000	Encadrement des professionnels des médias ; Campagne médiatique sur les méfaits de la guerre ; Campagne de surveillance médiatique sur les médias des Provinces ; Campagne médiatique sur la cohésion nationale et la stabilité des Institutions ; Campagne sur les méfaits de l'internet pour les enfants.
	Investissements sur Ressources Propres			614 751 334	Renouvellement des équipements de monitoring
	Rémunérations	4 162 153 062	2 280 707 412	9 411 882 246	Existant ; Poursuite de l'application de la grille barémique ; Prise en compte des agents non payés.

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
<b>81</b>	<b>COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME</b>	<b>22 080 122 155</b>	<b>5 530 983 886</b>	<b>29 991 211 940</b>	
	Fonctionnement des Institutions	13 616 015 364	1 318 538 050	18 015 797 094	Fonctionnement courant ; Recrutement
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques			1 000 000 000	Formation, vulgarisation, sensibilisation tous azimuts et à tous les niveaux
	Investissements sur Ressources Propres	38 462 748		44 232 160	Acquisition d'équipements photographiques ou vidéo
	Rémunérations	8 425 644 043	4 212 445 836	10 931 182 686	Existant ; Prise en compte de nouveaux effectifs.
<b>82</b>	<b>PECHE ET ELEVAGE</b>	<b>302 928 841 298</b>	<b>33 967 684 350</b>	<b>266 805 851 520</b>	
	Fonctionnement des Ministères	24 217 597 754	22 025 781 313	25 428 477 642	Fonctionnement courant ; Prise en compte de nouvelles structures prévues dans le nouveau cadre organique validé par la Fonction Publique ( SENAPEFIC, SENADEPA, CTA, Cellule d'Inspection) ; Missions d'itinérance pour le suivi-évaluation.
	Fonds de Péréquation	195 688 992 362	6 047 000 000	164 954 598 420	Financement des projets d'investissement visant la réduction des inégalités de développement entre Provinces .
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 600 000 000		3 840 000 000	Appui aux structures spécialisées du secteur ; Production de la cartographie des zones des frayeurs et des zones à haute potentialité halieutiques ; Organisation des campagnes de vaccination contre les épizooties et autres maladies animales ; Renforcement des capacités des cadres et agents du Ministère et des opérateurs du secteur.
	Investissements sur Ressources Propres	13 342 255 609		15 343 593 950	Acquisition de 9 bateaux de pêche (3 de 16m et 6 de 12m) ; Acquisition et diffusion des géniteurs améliorés de volailles ; Acquisition des équipements de vaccination pour le renforcement de la couverture zoo-vaccinal des animaux d'élevage dans la province ; Construction des éclosiers pour le développement de l'aquaculture.
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	56 382 068 890		44 839 379 224	Prise en compte des différents projets à travers la RDC (Developpement de la pisciculture, construction des abattoirs, etc...)
	Rémunérations	11 697 926 683	5 894 903 037	12 399 802 284	Existant ; Poursuite de l'application de la grille barémique du Secrétariat Général ; Prise en compte des cadres et agents de l'ONPA.

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
<b>83</b>	<b>AFFAIRES COUTUMIERES</b>	<b>31 712 755 438</b>	<b>14 024 991 727</b>	<b>35 690 083 950</b>	
	Fonctionnement des Ministères	3 177 002 986	208 836 931	3 335 853 135	Fonctionnement courant ; Missions sur terrain pour trancher sur les conflits coutumiers ; Participation au congrès international sur les peuples autochtones.
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000		2 115 000 000	Redynamisation des Commissions Consultatives de Règlement des Conflits Coutumiers (CCRCC); Vulgarisation de la Politique Nationale de Prévention et Résolution des Conflits Communautaires et Coutumiers ; Production des monographies des entités coutumières ; Codification des règles coutumières de succession ; Vulgarisation des lois n° 15/015 du 25 août 2015 fixant statut des Chefs coutumiers et n° 22/30 du 15 juillet 2022 portant droits de peuples autochtones ; Certification des entités coutumières et leurs animateurs ; Organisation d'une campagne de sensibilisation des communautés sur la cohabitation pacifique Bantous-Pygmées ; Numérisation et archivage des documents du Secrétariat Général.
	Investissements sur Ressources Propres	1 081 480 175		1 243 702 201	Construction des logements des peuples autochtones Pygmées ; Construction des bureaux administratifs de pour les groupements ; Acquisition des motos pour les membres de CCRCC.
	Rémunérations	27 354 272 277	13 816 154 796	28 995 528 614	Existant ; Poursuite de l'application de la grille barémique.
<b>84</b>	<b>AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b>	<b>38 912 099 097</b>	<b>21 782 633 450</b>	<b>46 850 573 709</b>	
	Contrepartie des Projets	540 000 000		556 200 000	Projet CAFI
	Fonctionnement des Ministères	8 237 023 302	516 582 109	8 648 874 467	Fonctionnement courant ; Prise en compte de 3 nouvelles Directions et de l'ONAT.
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	15 904 429 951	14 134 946 500	21 290 094 443	Elaboration et vulgarisation du schema national de l'Amenagement du Territoire ; Appui à l'ONAT et au FONAT.
	Investissements sur Ressources Propres	1 984 255 502		2 281 893 827	Acquisition d'équipements topographiques, géomatiques et cartographiques pour la RDC ; Acquisition d'un terrain pour l'administration du Ministère ; Acquisition d'une concession pour la contruction du jardin des Morts ; Acquisition des véhicules pour l'ONAT.



CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
	Rémunérations	10 012 669 543	7 131 104 841	10 613 429 716	Existant ; Poursuite de l'application de la grille barémique du Secrétariat Général et celle de l'Agence Nationale de l'Amenagement du Territoire (ANAT) ; Prise en compte des effectifs non payés en prime suivant la grille barémique réajustée ; Prise en compte de l'effectif organique de l'ONAT.
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 233 720 800		3 460 081 256	Subvention aux structures spécialisées du secteur.
<b>85</b>	<b>COUR DES COMPTES</b>	<b>109 157 151 758</b>	<b>29 239 308 376</b>	<b>120 855 548 291</b>	
	Fonctionnement des Institutions	58 706 479 368	14 094 022 962	64 008 070 378	Fonctionnement courant ; Implantation des chambres de Comptes en Provinces ; Organisation des missions de contrôle.
	Investissements sur Ressources Propres	26 330 724 210	1 229 740 346	30 280 332 842	Acquisition des véhicules ; Acquisition matériels informatiques pour archivage ; Acquisition de terrain pour 4 chambres déconcentrées ; Construction du bâtiment administratif de la chambre administrative de Kinshasa ; Amenagement du parking.
	Rémunérations	24 119 948 180	13 915 545 069	26 567 145 071	Existant ; Application de la nouvelle grille barémique.
<b>90</b>	<b>ENTREPRENARIAT ET DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES</b>	<b>183 422 908 925</b>	<b>16 596 162 551</b>	<b>200 783 547 827</b>	
	Fonctionnement des Ministères	8 028 322 917	32 300 000	8 429 739 063	Fonctionnement courant ; Sensibilisation et vulgarisation des textes légaux et mesures d'application auprès des PME et services ; Missions d'échange d'expérience sur les brigades agricoles, les mesures à appliquer sur la facilitation au développement des PME.
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 173 537 411		82 849 903 538	Renforcement des capacités du personnel administratif et des futurs entrepreneurs ; Déploiement des structures spécialisées dans les provinces ; Collecte, centralisation et numérisation des données des PME.
	Investissements sur Ressources Extérieures	134 197 690 115		62 959 247 829	BAD/Projet d'appui au développement du secteur privé

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025		PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
		CREDITS VOTES	EXECUTION AU 30 JUIN (ESB PROVISoire)	CREDITS PROPOSES	ACTIONS ET REFORMES A MENER
	Investissements sur Ressources Propres	1 930 724 210		2 220 332 842	Acquisition véhicules; Projet d'équipements des l'incubateurs et Construction d'une galerie pilote d'exposition vente des produits artisanaux à Kinshasa/Gombe
	Rémunérations	36 479 411 485	16 563 862 551	41 668 176 174	Existant; Poursuite de l'application de la grille barémique du Secrétariat Général, prise en compte des effectifs non payés.
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	613 222 787		2 656 148 380	Subvention à l'ANADEC, l'ARSP et aux cellule technique d'appui ; Fonctionnement des Cellules techniques d'appui.
<b>93</b>	<b>OPPOSITION POLITIQUE</b>	<b>422 055 686</b>	<b>-</b>	<b>430 496 800</b>	
	Fonctionnement des Institutions	422 055 686		430 496 800	
<b>BUDGET GENERAL</b>		<b>45 749 605 315 914</b>	<b>17 435 086 340 387</b>	<b>53 654 058 861 439</b>	
<b>BUDGET ANNEXES</b>		<b>903 004 745 024</b>	<b>244 565 639 175</b>	<b>962 258 869 270</b>	
<b>COMPTES SPECIAUX</b>		<b>4 039 184 094 684</b>	<b>548 368 045 017</b>	<b>4 404 212 750 090</b>	
<b>TOTAL BUDGET DU POUVOIR CENTRAL</b>		<b>50 691 794 155 622</b>	<b>18 228 020 024 578</b>	<b>59 020 530 480 800</b>	